



Tribune socialiste

LA FETE : 100 000



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50
n° 661 du 14 au 21 juin 1975

Les prostituées debout

CHAUSSON : BRISER LES MILICES

PORTUGAL LE MFA PARLE

Djibouti : la honte

Sommaire

DIVORCE : recul de l'hypocrisie ?	p. 4
LOI FONCIERE : la réforme-fantôme	p. 5
ECOLE : travail, famille... Haby	p. 6
ARMEE : les 18 mois de B. Rémy	p. 7
PSU : hier la fête... 100 000 à la Courneuve	p. 8-9
CONGRES CGT : le courant passera-t-il ?	p. 10
PARISIEN LIBERE : l'épreuve de force	p. 11
HACHETTE : le refus de la déportation	
CHAUSSE : un enjeu pour toute l'auto-mobile	p. 12
FEMMES : trois prostituées parlent	p. 13
PORTUGAL : une interview exclusive du capitaine Clemente, porte-parole du MFA	p. 14
ITALIE : les voix des révolutionnaires	p. 15
ESPAGNE : halte aux fascistes	

Calendrier politique

● CHILI A PARIS

Le comité Chili 17ème organise trois journées de solidarité du jeudi 19 juin au samedi 21 juin. Films, débats, théâtre, diapos, expositions permanente évoqueront la situation au Chili. Centre culturel 47, rue de Saussure - 75017 PARIS.

● NUCLEAIRE A LAON

« Le nucléaire, on lui fait sa fête » : les 21 et 22 juin à Laon (Aisne), dans les locaux prêtés par la MJC, 63, rue Sérurier. Débats, exposition, montages vidéo, information sur les luttes écologiques de la région, et de la musique avec des groupes folk, pop, etc.

● SOLIDARITE

Après quatre mois de lutte et à la veille du recours en justice d'un de leurs camarades licenciés, les salariés grévistes de l'EPUR (Etudes de planification Urbaine), un meeting de solidarité, lundi 16 juin à 20 h, Bourse du Travail - Salle Jean Jaurès 3, rue du Château d'eau - 75010 PARIS.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert
HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André
LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean
PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques
THIBAUT, Jean VERGER, Corinne
WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administra-
tion : 566.45.37 - Publicité : REGIE-
INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef :
Philippe MARIELLE

Secrétariat de rédaction : Monique
GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-
Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la
dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer
la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois. Soutien : 150 F

Les voix du PSU

A l'occasion du 2ème tour des élections
législatives partielles du Havre, c'est une
bataille de portée nationale qui se livre.
Cette bataille électorale est pour le PSU
un moment, une étape dans le combat
pour le pouvoir des travailleurs. Et dans
ce genre d'engagement, même les petits
bataillons comptent. Pas une voix ne doit
manquer à gauche et à l'extrême gauche
sur le nom de Daniel Collard, candidat de
la classe ouvrière.

Petits bataillons, pas toujours ! Ce que
la presse a oublié de dire alors qu'elle met
en relief les résultats du Havre, ce sont les
9 % qu'a obtenus la liste d'action munici-
pale pour l'autogestion socialiste,
conduite par le PSU et fruit d'un profond
travail de masse unitaire à Champigny
(Val de Marne).

P.S.U. - Documentation

Vient de paraître :

N° 86 / 87 / 88 Le chômage sous produit du capitalis- me	F. 6.00
N° 89 / 90 / 91 Militer contre le militarisme	F. 6.00
N° 92 / 93 Une section du P.S.U. à PARIS	F. 4.00

Numéros disponibles :	consommation	4.00
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	N° 70.71.72 Coopération du néo-colonialisme	4.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	N° 75.76.77 Le PSU Dossier d'Accueil	4.00
N° 26 Rosa Luxembourg	N° 78.79 Sur la Question agraire	3.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte	6.00
N° 42.43.44 Le mouvement ré- volutionnaire et l'Univer- sité	N° 85 Le PSU analyse le rapport. Sudreau	2.00
N° 51 Le recrutement	Abonnement : 20 N°	F 30.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école	A adresser à :	
N° 56.57 Sionisme et libération	Editions Syros	
N° 67.68.69 Capitalisme et	9, Rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19 706 28 Paris	

Photos Semo (Fotolib) p 1, 13 - Leymarie p 1, 16-Weiss (Adja) p 3, 14
AFP p 4, 10 - Horace p 5 - Lebrun (Fotolib) p 11 - OC /PROP p 8-9
D. Lainé /Pol Gornek. p 12

Le centre populaire de formation socialiste est né

Ouvert aux travailleurs, aux étu-
diants, aux intellectuels, aux mili-
tants syndicalistes et politiques, le
Centre populaire de formation socia-
liste se propose d'aborder à travers
quatre cycles d'études (marxisme et
philosophie, analyse marxiste de
l'économie, histoire du mouvement
ouvrier, critique des pratiques so-
ciales) les principaux thèmes de la
réflexion marxiste autogestionnaire
d'aujourd'hui.

Enrichir la formation politique et
théorique, étendre les connaissances,
pour permettre une meilleure inter-
vention consciente dans la lutte des

classes, telle est la fonction que le
Centre populaire de formation socia-
liste voudrait jouer.

Les droits d'inscription sont de
25 F pour un cycle, 40 F pour deux,
60 F pour trois et 70 F pour les qua-
tre. Les chèques doivent être adres-
sés à M. Pierre Garrigues : CCP
23 412 64 Paris. 37 Avenue Foch -
75116 Paris.

Pour tout renseignement, écrire
au centre populaire de formation so-
cialiste, 9 rue Borromée, 75015 Pa-
ris.

Cadres CFDT : une mise au point

« L'Union confédérale des in-
génieurs et cadres CFDT a été par
deux fois mise en cause dans les
colonnes de TS, en utilisant des
procédés qui témoignent de la
plus grande malhonnêteté poli-
tique.

Dans le numéro 658, Roger
Faist — secrétaire général de
l'UCC — jusqu'en avril 75, était
accusé par Alain Mamou-Mani
d'avoir utilisé le fichier de l'orga-
nisation pour une opération poli-
tique (la préparation des Assises
du Socialisme). Roger Faist dé-
mentait au nom de la commission
exécutive de l'UCC cette affirma-
tion. Dans le numéro 606, Ma-

mou-Mani revient à la charge
en insinuant que le fichier a été
utilisé sans l'accord de Roger
Faist.

Ces deux affirmations sont to-
talement fausses. Il n'y a jamais
eu d'utilisation du fichier de
l'UCC-CFDT pour quelque opéra-
tion politique que ce soit. L'UCC
regrette que des divergences
d'analyse entre militants ne puis-
sent s'exprimer, même dans TS,
autrement que sous forme de ca-
lomnies ».

Dont acte. L'erreur est im-
putable à la source d'informa-
tion à laquelle notre rédacteur
A. Mamou-Mani s'est référé.



la nouvelle étape

▀ Ce sont d'abord les 100 000 personnes qui ont répondu à la politique du pouvoir, telle qu'elle s'est exprimée à travers son attaque contre le PSU. Nous avons souligné la convergence entre ce qui nous était arrivé et le développement de la politique répressive. Nous ne nous étions pas trompés. En quelques jours, la répression est devenue le principal sujet de l'heure : atteintes au droit de grève, la police dans les usines et dans les églises, le procès de Bernard Rémy. La fête s'est ainsi déroulée sous le signe de la nécessité d'une riposte massive. Nous avons souhaité que l'unité qui s'était manifestée face à l'agression dont nous étions l'objet s'étende largement. **La journée d'action du 12 juin est un pas important dans ce sens.**

C'est aussi le vrai visage du parti que nous avons pu donner, et il faut ici remercier tant les militants de la région parisienne qui ont réalisé un tour de force pour que la fête soit « organisée » sans être figée, les très nombreux camarades de province qui sont venus, plus nombreux qu'ils n'ont jamais été. La présence internationale à la fête a été tout aussi significative, comme l'importance donnée par le mouvement révolutionnaire portugais à sa participation. La vie du parti, sa présence dans les luttes, son projet exposé à tous : le résultat se me-

L'histoire récente ne nous a pas souvent fourni l'occasion de communiqués de victoire. Alors, pourquoi nous en priver ? La fête de samedi et dimanche a été un succès considérable, à tous égards. Il suffit de regarder la « couverture de presse » non seulement avant, mais après, pour être convaincu que nous avons réussi à créer un événement culturel — la conception que nous avons de la fête s'impose dans sa « différence » même — et politique.

sure, entre autres, aux nombreuses adhésions qui ont été enregistrées.

Ce qui a également été remarqué, c'est l'importance de l'animation politique dans la fête, la multitude de débats, de forums, de discussions, beaucoup improvisés parce que ceux qui étaient présents à la fête souhaitaient nous faire part de leurs interrogations, de leurs critiques, de leurs suggestions. Nous avons ainsi pu apparaître tels que nous voulons être : ouverts au débat, à la discussion, à la réflexion collective. Mais en même temps nous avons pu faire apparaître la cohérence et l'efficacité de nos réponses — qu'il s'agisse de la crise, de l'école, du Portugal, de l'information, etc. Montrer la stratégie du contrôle ouvrier et populaire dans la réalité de l'action : tel est l'objectif que nous avons tenu devant des dizaines de milliers de travailleurs.

Nous pouvons puiser dans cette réussite de nouveaux encouragements pour notre action. Ne serait-ce que parce que notre audience, bien loin de se rétrécir comme le prophétisaient certains, ne cesse de s'accroître. Mais il s'agit, actuellement, d'un développement dont le double résultat du Havre et de Champigny (1) révèle bien le caractère contradictoire. La pratique de masse du PSU est reconnue ; elle se traduit au niveau d'une élection locale. Mais, s'agissant d'une élection législative, au surplus très fortement polarisée entre l'UDR et le PCF, et dont toute la presse avait fait un test national, elle n'est pas encore perçue comme traduisant un projet politique capable de répondre à la situation de la gauche : une gauche qui cherche à s'enfermer, et risque de s'enfermer, dans la seule concurrence PC-PS.

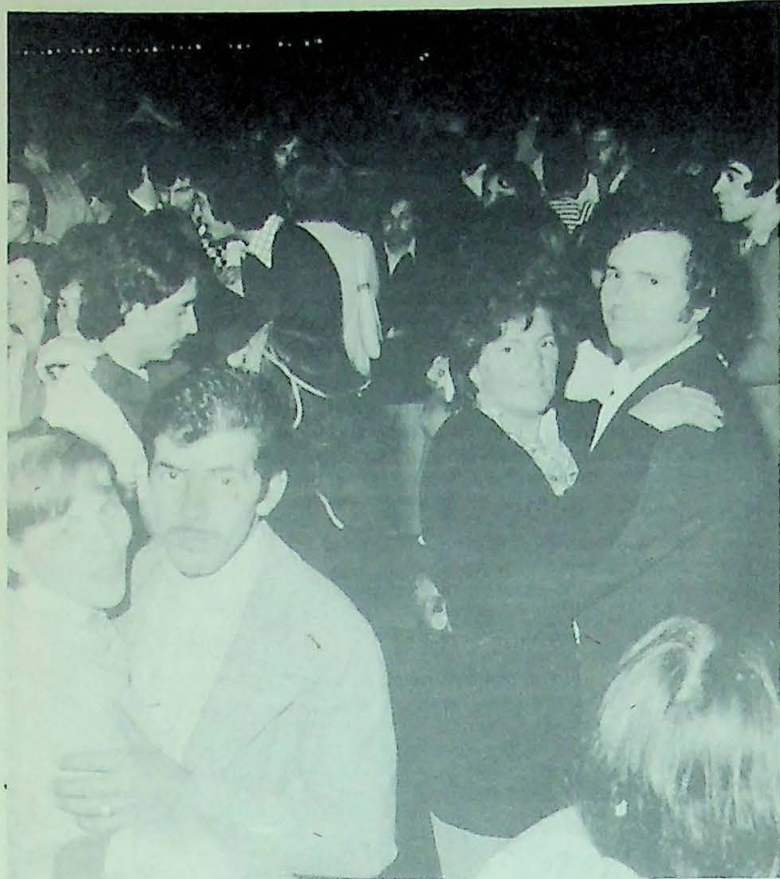
L'affirmation de cette ré-

ponse prend du temps. N'oublions pas que, très souvent, la présence de notre parti a été mise en sommeil pendant six mois, parfois plus, et que si nous avons retrouvé, nous, notre identité, cela peut être plus long pour les travailleurs auxquels nous nous adressons ; n'oublions pas non plus qu'après une longue absence, c'est la première fois que nous présentions à nouveau un candidat à des législatives partielles, et nos camarades du Havre ont eu le courage d'être les premiers à rompre le silence en sachant que ce serait difficile.

Il reste qu'à l'occasion de tous les événements de ce week-end nous mesurons les possibilités qui s'offrent à nous aussi bien que l'ampleur de la tâche à accomplir. Le PSU a non seulement retrouvé, mais développé, sa capacité d'intervention. Il faut maintenant que l'impact politique suive. C'est pourquoi, dans les mois qui viennent, l'articulation entre l'action quotidienne sur tous les terrains, y compris international, et la discussion sur le programme de construction du socialisme va devenir décisive. La prochaine DPN aura à préparer de façon très précise les échéances et les moyens de dépassement de l'étape que nous venons de franchir.

Michel MOUSEL ■

(1) Voir encadré p. 2.



Avortement :

une loi non appliquée à Limoges

Depuis plus d'un mois, il existe à Limoges une situation paradoxale : à la suite du vote de la loi Veil, les gynécologues de l'hôpital qui pratiquaient des avortements ont cessé de le faire.

Le Mouvement français pour le Planning familial, l'Association syndicale des familles et Choisir sont donc intervenus une première fois en groupe à l'hôpital et ont obtenu que soient débloqués les crédits pour rénover le matériel.

Mais la situation ne s'est pas, elle, débloquée pour autant ; en effet, les médecins gynécologues de l'hôpital refusent désormais d'être les « avorteurs » de leurs confrères des cliniques privées qui se contentent pour la plupart de percevoir les honoraires des accouchements sans jamais parler de contraception aux femmes.

Devant cette situation de « crise », le MFPF soutenu par la CFDT, la CGT, l'UFF, l'ASF et Choisir a organisé une manifestation en direction de l'hôpital, avec banderoles, tracts et pour mots d'ordre « Service public aux usagers, pas aux mandarins », « Application de la loi sur l'avortement », « Contrôle des usagers sur la santé »...

Les manifestants ont rencontré l'administration de l'hôpital qui ne refuse pas le dialogue mais ne fait pas de propositions précises, et les chefs de services qui n'ont pas modifié leurs décisions. Une proposition inacceptable nous a été faite : installer un centre spécialisé d'interruption de grossesse dans les locaux de l'hôpital actuel quand celui-ci sera transféré dans le nouveau CHU (dont l'ouverture est sans cesse repoussée).

Notre action a eu pour effet de poser publiquement un problème dont on ne parle pas souvent. Elle a montré aussi que, si les mandarins ont toujours le pouvoir, la santé n'est plus leur affaire mais celle de tous et que les usagers ont droit de regard sur ce qui se passe dans le service public hospitalier. ■

vient de paraître critique socialiste n°22

- M. MOUSEL : la leçon portugaise
- P. NAVILLE : les contradictions PC-PS
- Y. CRAIPEAU : le CERES et la transition
- V. FAY : à propos du problème national
- P. GARRIGUES : le club de Rome dans la lutte des classes
- J.-F. ROUGE : la politique sportive de la Vème République

en vente 10 F aux Editions Syros
9 rue Borromée 75015 - Paris
Abonnement : 50 F pour 6 numéros.

Divorce :

Recul de l'hypocrisie ?

Le vent des réformes continue de souffler sur un arsenal de lois bien poussiéreux pour la France moderne et dynamique de Giscard. Après le vote à dix-huit ans et l'avortement, le divorce est l'un des articles proposés à la vitrine du bazar « Au vrai projet réformiste »...

Si, lors des grands débats politiques, l'UDR baisse pavillon, les débats sur des questions jugées somme toute « secondaires » ou « idéologiques » donnent lieu à plus de nuances. Ils sont, dans une large mesure, l'occasion pour chacune des deux formations de la « majorité » de mettre en avant son image de marque. Certaines têtes de l'UDR se dressent pour sauver l'Occident du chaos, pour empêcher que « l'individualisme débridé dont le projet participe (soit) en train de conduire au suicide la nation française par dépopulation » (Foyer). En clair, Giscard, dans chacune de ses initiatives « progressistes », peut compter sur un puissant frein conservateur, et, par ailleurs, sur une gauche bien obligée de voter l'avancée relative que représente chaque proposition.

Au bout du compte, quels sont les changements apportés par cette nouvelle loi qui a recueilli 381 approbations, 34 oppositions et 42 abstentions ?

L'innovation réside dans la nouvelle clause du « consentement mutuel » qui met un terme à la comédie de la haine et de l'humiliation, dramatisation par laquelle on fait payer l'impudence de ceux qui ont osé « échouer ». Qu'à cela ne tienne, il reste encore des cas où il y aura des coupables et des victimes. Mais, puisque c'est une loi pour « adultes », l'on substitue aujourd'hui le terme de responsabilité à celui de faute... La tentative de réduire de six à trois mois la durée de mariage obligatoire pour prétendre au divorce (une espèce d'examen probatoire) a échoué. Quant au divorce après six ans de rupture de vie commune, il a fait l'objet d'une levée de boucliers mais il est passé grâce aux voix de la gauche.

Le gouvernement a précisé que la réforme ne devait pas entraîner de dépenses. Les problèmes des femmes ont été uniquement posés au travers d'une certaine logique, celle de la « protection » : qu'il s'agisse des pensions alimentaires (pardon, on dit maintenant « prestations compensatoires ») dont les modalités seront en fait discutées le 12 juin, du non marital que les femmes, si elles sont lésées, ont le droit de garder.

Le PC a tout de même réussi à faire enlever la notion de « salaire d'appoint » apporté au foyer par la femme. Cependant les autres solutions qu'il propose, sont exclusivement quantitatives. L'on voit alors se justifier l'ombre de la « famille prolétarienne », seule capable d'atteindre le bonheur.

des assistées

Certaines données de la crise de la famille ont réussi à pénétrer les murs, pourtant étanches, de la Chambre. La bourgeoisie reconnaît que le mariage tend à devenir de plus en plus l'institutionnalisation d'une recherche affective dont la seule réalisation donnée comme possible est encore le modèle dominant : foyer = parents-enfants au détriment du mariage économique. Toutefois, il faut empêcher que le divorce trop facile fasse du mariage un contrat trop aisément résiliable, d'où le maintien de la conception : mariage = garantie de l'amour à vie à laquelle correspond le divorce-échec qui reste le fond de la nouvelle loi.

Du point de vue des femmes, comment considérer comme un progrès un ensemble de mesures qui, pour faciliter la résiliation du contrat marital, les maintiennent dans une situation d'« assistées ». Tout ceci entérine la dépendance matérielle des femmes (pensions alimentaires). Le mariage va-t-il rester la profession des femmes ? Il ne peut y avoir de divorce juste quand les deux parties en cause, l'homme et la femme, n'y font pas face dans l'égalité. Il n'y a pas de divorce juste pour les enfants car ils échouent automatiquement à la femme « assistée » et ne bénéficient pas d'une prise en charge matérielle, éducative, affective de la part de la communauté.

Il n'y a pas de divorce juste car c'est le mariage qui est en cause. La crise de la famille est un aspect de la crise structurelle du capitalisme. Le problème de l'autonomie financière et juridique de la femme est posé. Les femmes, qui déposent 63 % des demandes de divorces, poseront de plus en plus les vraies questions...

Corinne WELGER ■

le projet de loi foncière

La réforme fantôme

Depuis un an Giscard veut que chaque ministre ait une réforme dans son attaché-case. Ils ont tous obéi, mais les résultats sont plus que médiocres. Il est en effet difficile de faire des réformes qui ne touchent pas aux structures sociales et s'attachent essentiellement aux apparences. Certaines d'entre elles ont même connu un sort pitoyable, se dégonflant comme des baudruches dès qu'elles furent soumises à quelques critiques. C'est à peine si l'on se souvient aujourd'hui des déclarations tonitruantes de Soisson sur l'Université. Les intentions de Haby pour l'enseignement élémentaire secondaire deviennent de plus en plus modestes au fil des semaines. Il semble bien que Galley, le ministre de l'Équipement, se prépare une épreuve de même nature avec sa « réforme de l'urbanisme et de la politique foncière ».

◆ La principale intention des auteurs de ce projet serait de maîtriser « l'évolution (...) des villes où les mécanismes du marché foncier créent de graves déséquilibres ». Ils se veulent rassurants. « Le droit de propriété, qui est dans notre société un gage de sécurité et de liberté des personnes, n'est pas remis en cause. Mais le droit de construire, attaché à la propriété du sol, s'exercera (...) à l'intérieur d'une limite fixée par la loi ». Au-dessus de cette limite, l'exercice du droit de construire relève de la collectivité. Le constructeur devra, pour l'exercer, effectuer un versement égal à la valeur de la surface du terrain qu'il aurait dû posséder à l'emplacement considéré. Les ressources qui en résulteront seront affectées par les communes à la constitution d'espaces verts publics, à des acquisitions foncières destinées aux logements sociaux et aux équipements publics ou à des dépenses faites en vue de la restauration d'immeubles.

Enfin du neuf et du raisonnable ! Finie la spéculation foncière ? Finies les tours, les bandes et les casemates ? Finie l'expulsion des travailleurs vers les banlieues lointaines... ? Fini l'envahissement de l'asphalte et du béton ?

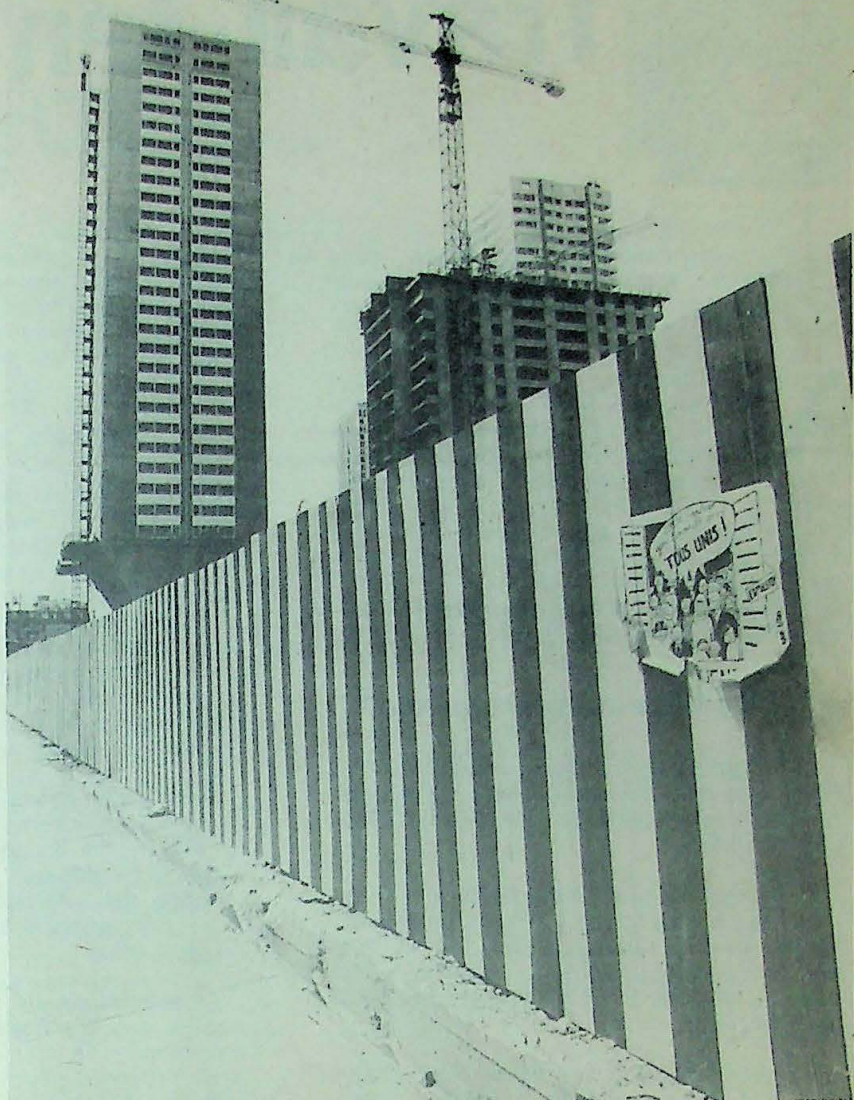
Non, le gouvernement Giscard confirme son palmarès de l'année écoulée : cette réforme est bidon. Dans les villes, la prétendue réforme ne s'appliquera qu'aux terrains non bâtis. Pour tout terrain construit actuellement et comportant des bâtiments d'une surface de plancher excédant le plafond légal, le versement n'est dû que pour les surfaces supplémentaires (art. 5). Comme il y a fort peu de terrain nu dans les villes, cela limite singulièrement la portée de ladite réforme.

Dans tous les cas, sur les terrains actuellement bâtis, la réforme ne s'appliquera que très prudemment. Le versement pour dépassement du plafond légal ne sera d'abord que de 25 % des normes prévues pour n'atteindre celles-ci que le 1er janvier 1979. Il n'y a donc aucune raison pour que le prix du terrain baisse, mais seulement qu'il se stabilise au

niveau atteint. Les constructions neuves se feront plus rares et plus luxueuses si possible, les restaurations seront plus fréquentes, les centres-villes seront donc plus que jamais réservés aux bourgeois. Les expulsions sauvages, mises en vedette dans le 5ème arrondissement à Paris, vont se multiplier. La spéculation sera lentement freinée, mais les spéculateurs n'auront rien perdu. Par contre les revenus mirobolants promis aux communes pour les espaces verts et les logements sociaux seront très réduits. Pour autant, cela n'empêchera nullement la construction de grands ensembles dignes de leurs prédécesseurs. Car un coefficient d'occupation du sol de 1 permet en réalité une forte densité en rase campagne, notamment si l'on tient compte du fait que « la surface des terrains prix en compte pour déterminer si des constructions dépassent le plafond légal de densité sera appréciée dans le cadre du parti d'aménagement choisi pour l'ensemble de la zone » (article 9).

Il n'y a donc pas d'illusions à nous faire, la réforme de Galley nous promet toujours aux tours, aux bandes, aux casemates. Elle pourrait provoquer une certaine redistribution des profits entre les propriétaires fonciers et les promoteurs si bien souvent il ne s'agissait des mêmes. Cependant, cette pseudo-réforme risque d'échouer devant le Parlement et ensuite. Il s'avèrera rapidement que les grandes municipalités bourgeoises ne peuvent plus densifier leur centre, c'est-à-dire que leur développement est à peu près terminé. Le gouvernement Giscard n'est pas gêné outre mesure par l'impopularité, mais une fronde des notables serait pour lui désastreuse. Aussi il risque fort de ne rester de tout cela qu'une constatation désabusée de Galley : « Les Français ne sont pas satisfaits de l'urbanisme ». Car il faudrait bien autre chose pour répondre à la crise de la ville que la loi Galley. Ce qui est nécessaire, c'est la nationalisation des sols sans indemnité, c'est la priorité absolue aux équipements et aux transports collectifs. Mais pour cette « réforme-là » nous ne pouvons compter ni sur Giscard, ni sur Galley, mais sur nous-mêmes.

Michel FIANT ■



Radiale Vercingétorix :

« Ils s'informent,
ils discutent,
ils votent »



◆ Samedi 31 mai et dimanche 1er juin, de 10 h à 13 h, sur 13 points de vote, les habitants et travailleurs du quartier Plaisance dans le 14ème arrondissement à Paris étaient invités à se prononcer « pour » ou « contre » le projet de Radiale Vercingétorix. Ce projet, dont l'importance est capitale pour l'aménagement futur de cette partie du 14ème, consiste en une voie express destinée à desservir le centre d'affaire Maine-Montparnasse à partir de la Porte de Vanves.

Cette consultation a rencontré un grand succès. D'abord par la participation : 3 573 votants pour une durée limitée de six heures sur un périmètre restreint. Ensuite, par l'intérêt manifesté par les habitants y compris par les travailleurs immigrés, nombreux dans cette partie du 14ème, auxquels pour la première fois on demandait leur avis.

Le verdict a été sans appel : 7 % de « oui » à la Radiale, 93 % de « non ». Certains élus du 14ème et les urbanistes de l'école « auto-dodo », devraient se sentir dans leurs petits souliers...

Une délégation composée des représentants des différentes organisations ayant appelé à voter, présentera les résultats au Conseil de Paris.

Ainsi, depuis plus d'un an, le Comité Vercingétorix et « Vivre dans le XIVe » mènent dans le quartier une action concertée sur l'ensemble des problèmes liés à l'aménagement de cette zone. La consultation démontre qu'un contrôle des habitants et travailleurs sur le destin de leur ville peut devenir une réalité, dès lors qu'on leur en donne la possibilité par une information et une discussion permanentes.

Les comités et les organisations qui les soutiennent (parmi lesquels les sections du 14ème de la CFDT, le CNL, du PS et du PSU), exigent :

— l'insertion des 60 000 m² de l'emprise prévue pour la radiale dans le périmètre d'aménagement du quartier Plaisance, et la satisfaction des véritables besoins des habitants ;

— la mise en œuvre dans Paris et la Région Parisienne d'un plan global des transports, donnant effectivement priorité aux transports en commun.



Travail-famille... Haby

Le gouvernement vient d'adopter, sans discussion, le projet relatif à l'éducation qu'il compte présenter au vote de l'Assemblée vers le 20 juin.

La montagne aurait-elle accouché d'une souris comme se complaisent à le dire certains ? Oui, d'après la longueur du texte ou l'épaisseur du dossier. Mais, sous le vague apparent, les différents articles de projet de loi reprennent les principales dispositions des volumineuses propositions présentées par Haby à grand renfort publicitaire, au début de l'année. L'essentiel du dispositif de « modernisation » de l'appareil éducatif est préservé et même aggravé.

Libéralisme ou escroquerie ?

Ségrégation, concurrence, rentabilisation : telle est la fière devise que Haby devrait inscrire au fronton des écoles de la société libérale avancée.

Il allonge la scolarité élémentaire d'un an pour les « moins doués » (possibilité de deux années de cours préparatoire), tout en laissant ouverte la possibilité, pour les « plus doués », d'entrer à l'école élémentaire dès 5 ans (article 3).

Il recrée les filières ségrégatives en instaurant des enseignements complémentaires « éventuellement à caractère préprofessionnel » dès la classe de 4ème des collèges (articles 4 et 7).

Il entérine la mainmise du patronat sur l'ensemble de la formation initiale (article 4).

Il accroît le contrôle coercitif de l'administration et des familles sur les élèves derrière le mythe de la communauté scolaire (articles 1 et 16, ensemble du titre II).

La date choisie pour le « débat » au Parlement prend une double signification : empêcher les principaux intéressés (et en premier lieu des lycéens et les collégiens des CET) d'exprimer leur opposition catégorique à ce projet, mais aussi éviter qu'un véritable débat public sur les finalités de l'éducation puisse s'instaurer entre ces intéressés (travailleurs, jeunes, personnels d'éducation). Mais le dispositif est encore plus vicieux : la loi-cadre votée (qui peut douter du résultat à l'Assemblée ?), les organisations « responsables » (les syndicats d'enseignants au premier chef) seront conviées à aménager le détail et donc à accepter le système mis en place par le pouvoir... et le tour est joué.

L'école de la société libérale avancée ?

Les dispositions de la loi, l'exposé des motifs sont clairs : il s'agit d'une réforme d'ensemble et d'une vaste offensive idéologique. En particulier la liaison entre formation initiale et formation permanente est organisée à tous les niveaux (qualifications, unités de valeur capitalisables). Toutes les mesures proposées démontrent à l'évidence que cette modernisation s'inscrit dans la régulation du marché du travail et que la sélection est bien la finalité essentielle du système scolaire.

Pour toutes ces raisons, la riposte ne peut se limiter à une kermesse, fut-elle laïque, ni à un vote hostile. Il s'agit d'une question de société : la bataille doit s'engager à partir et en fonction des intérêts de classe des travailleurs, s'organiser et s'enraciner sur les lieux de production.

Le saucissonnage actuel ne doit pas faire oublier que le pouvoir poursuit une refonte d'ensemble de son système de formation. D'où l'urgence nécessaire d'une intervention directe des organisations du mouvement ouvrier, syndicales et politiques, à partir des préoccupations et des objectifs déterminés par les travailleurs. Dans l'immédiat, cela signifie que les propositions du PSU dans la perspective du contrôle populaire sur la formation sont plus actuelles que jamais :

- pour une école au service des travailleurs,
- pour le contrôle des travailleurs sur leur formation,
- pour le droit à l'emploi et à la formation pour tous.

Seule la prise en charge des luttes sur l'école par les organisations ouvrières permettra de faire pièce aux intentions du pouvoir. Le PSU soutiendra toutes les initiatives permettant une telle prise en charge et faisant de l'école un terrain de l'action anticapitaliste.

J.C. ■



Le « suicide » du Général Stehlin

Un député réformateur, élu des beaux quartiers, général par surcroît, est renversé (par hasard) par un autobus. La radio nous apprend au même moment que ce général aux revenus modestes arrondissait ses fins de mois en passant à la caisse d'une compagnie américaine fabriquant des avions militaires, et désireuse de les fourguer à divers pays européens, mal lotis en matière d'avions de guerre. Cet accident de la circulation ressemble fort à un suicide.

Suicide ou « accident », Stehlin a intérêt à mourir : ainsi, ce nouveau scandale, le premier scandale public dans lequel trempent des milieux de la majorité giscardienne, pourra être étouffé dans l'œuf.

Dans le domaine des ventes d'armes, le gouvernement français trouve plus fort que lui et Monsieur Dassault ne fait pas le poids. Qui aurait jamais imaginé que les Américains sont capables d'acheter des députés ? Après Stehlin, à qui le tour ? Au fait, a-t-on trouvé le stipendié officiel qui a vendu la CII à la compagnie américaine Honeywell-Bull ?

J.V. ■

ARVEL

une association à votre service

Si !! Il reste quelques places même pour juillet ou août...

Vacances Familiales et Jeunes :

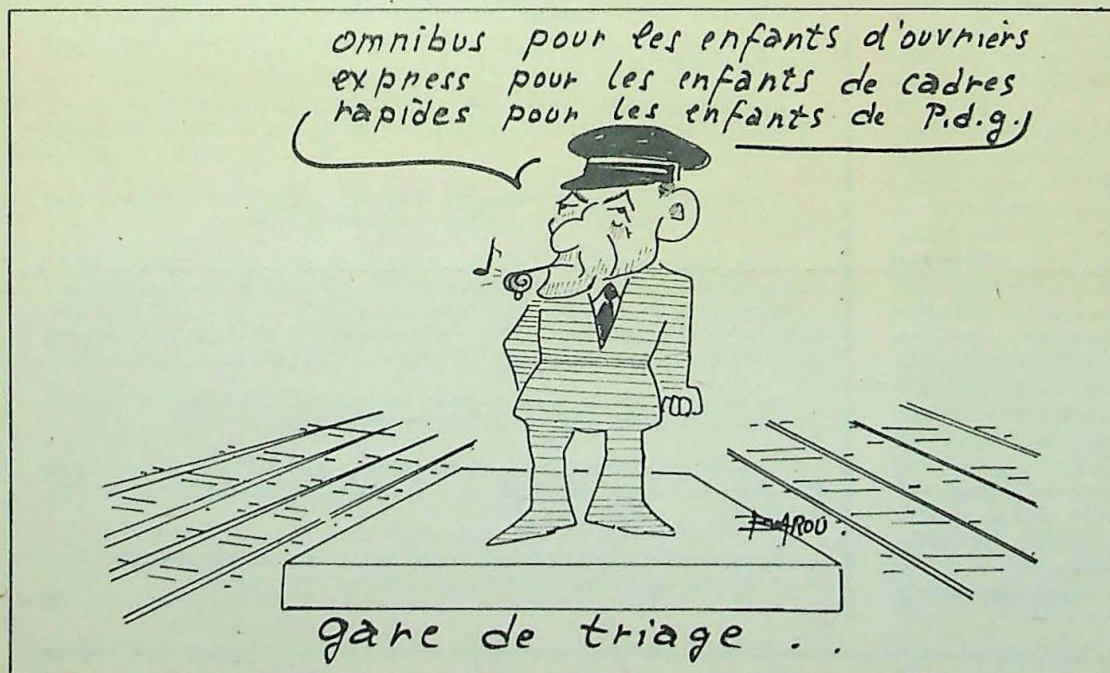
● Yougoslavie =
séjours dans de vrais villages de pêcheurs - 2 sem. : 600 F.

● Tunisie =
Festival de Tabarka (2 sem. 1 100 F).

● Maroc =
Expédition : 1 050 F.

● Kenya =
Safari photo : 3 600 F

ARVEL - 12A, Bd des Brotteaux
69006 LYON - Tél. (78) 52.56.48



les 18 mois de Bernard Rémy : un verdict politique...

armée :



Bernard Rémy, jugé l'autre semaine à Bordeaux et condamné à 18 mois de prison, a eu raison : son procès a bien été celui de la militarisation. Le réseau d'amitié et de solidarité qu'il a tissé dans son combat s'est manifesté devant le Tribunal des Forces armées, où des centaines de personnes ont scandé toute la journée : « **TFPA hors-la-loi. Libérez Rémy** ». Il s'est aussi

manifesté durant six heures dans l'enceinte du tribunal par les propos de Bernard Rémy lui-même, les plaidoiries d'avocat et une quinzaine de témoignages, parmi lesquels celui du secrétaire national du PSU, Michel Mousel, dont nous reproduisons ici des extraits.

Mon témoignage n'est pas simplement celui de la solidarité du PSU à Bernard Rémy — qui va de soi ; mais de l'absurdité d'un procès, ou ce que l'on nomme tel, à l'égard d'un individu, alors que derrière lui se sont les nombreux mouvements collectifs qui se lèvent aujourd'hui contre l'institution militaire telle qu'elle est et se transforme. Ce n'est pas seulement Bernard Rémy qui est traduit devant ce tribunal ; ce sont tous les militants du PSU, moi-même pour commencer ; ce sont les militants qui sous des formes diverses, expriment leur refus d'une société militarisée ; ce sont les appelés et les engagés qui se sont organisés en comités de caserne ; ce sont ceux qui les soutiennent, et pas seulement nous — mais pour n'en citer que quelques-uns, la CFDT, le mouvement de la jeunesse communiste, la jeunesse ouvrière chrétienne... Cela commence à faire beaucoup de monde pour une si petite salle, et cela permet de se demander au nom de qui exactement on prétend y rendre la justice (...)

Le capitalisme, surtout lorsqu'il s'affuble d'allures libérales, porte tous les stigmates de la dictature, et notamment en ce qu'il découpe chaque individu en un producteur exploité, un consommateur volé, un délinquant en puissance dans la rue, un administré maltraité, etc... Tout ce qui contribue à ces coupures est répressif,

voire fascisant. Or l'armée, l'armée française en particulier, pousse jusqu'à l'extrême cette coupure, en constituant une société à part, qui se caractérise en particulier par ses institutions propres : une hiérarchie, une discipline, une médecine, une justice, une sécurité militaires « hors la loi » dit Bernard Rémy. Ce n'est pas une injure : c'est une constatation objective. On nous explique volontiers que l'armée a pour fonction de défendre la démocratie occidentale... Mais qu'est-ce que défendre la démocratie quand on lui est extérieur, et qu'est-ce que cette démocratie qui ne peut se défendre que par des moyens non démocratiques ? Cette double imposture est à la base de tous les régimes autoritaires et militarisés. C'est pourquoi il est indispensable de lutter contre cette coupure, et la clé de cette lutte, c'est la jonction entre les jeunes travailleurs en uniforme, appelés ou engagés, et les travailleurs tout court, l'alliance entre les ouvriers, les paysans, les employés, les travailleurs intellectuels, de chaque côté des murs de la caserne, qui peut contribuer au développement d'une prise de conscience chez beaucoup d'officiers eux-mêmes.

Cette jonction, c'est ce que l'armée craint le plus, et c'est pourquoi Bernard Rémy est ici (...)

... A la volonté de contrôle du peuple par

l'armée nous opposons la lutte pour le contrôle populaire sur la défense, qui passe par celle des travailleurs dans les industries de l'armement, celle des soldats pour la réinsertion de l'armée dans le droit commun, celle des paysans contre les camps militaires, celle de tous contre la nucléarisation, celle des organisations populaires pour briser le silence sur les actions et les projets de l'armée. (...)

Toutes ces questions se résument en une seule : que signifie l'accusation de désobéissance portée contre Bernard Rémy ? Qui désobéit à quoi ? En Algérie, c'est l'indiscipline de soldats et d'officiers contre leurs supérieurs qui a cassé le putsch de 1961, ce qui n'empêche pas l'un des maîtres à penser des ultras de pérorer aujourd'hui, de son strapontin ministériel, sur les vertus de la discipline. Au Portugal, où était la discipline, lors de la dernière tentative de coup d'Etat ? Gageons pourtant que, si les choses avaient tourné différemment, les vainqueurs n'auraient pas fait preuve d'autant de clémence à l'égard des vaincus. En France aujourd'hui c'est l'institution militaire qui déserte le seul terrain qui pourrait être le sien : la défense des intérêts du peuple, et elle le fait proclamer par ses stratèges préférés, comme le général Beauvallet. Là est la vraie désertion.



des soldats à la fête de la Courneuve :

« Empêcher l'armée de jouer son rôle contre - révolutionnaire »

Au cours de la fête, trois soldats en uniforme, membres du PSU, représentant les trois armes ont lu sur le podium central une déclaration dont nous publions ici les extraits les plus significatifs.

Pour nous, actuellement soldats, l'ennemi est le même qu'avant, mais il a un visage différent. Nous combattons le capitalisme, cette société d'exploiteurs incapable de satisfaire les besoins et les aspirations des travailleurs et nous sommes pour l'instant confrontés plus particulièrement à une institution essentielle à la domination de classe ; ce qui donne une importance toute particulière à la lutte de tous les soldats. Ici comme ailleurs nous militons pour le pouvoir des travailleurs.

La formation et la préparation de l'armée à des tâches contre-révolutionnaires détermine la nécessaire intensité de nos luttes à l'intérieur des casernes avec l'ensemble des soldats (...)

Nous savons bien quels seraient ses choix face à la montée du pouvoir des travailleurs : elle enverrait ses chars, ses mercenaires, et aussi le contingent comme elle s'y préparait en 1968 (...).

Face à ces attaques qui se préparent par rapport au pouvoir des travailleurs et à

l'autogestion socialiste que nous voulons construire, c'est la tâche de tous les révolutionnaires de développer et de perpétuer les traditions antimilitaristes du mouvement ouvrier.

Après les luttes contre l'armée coloniale, la défense des droits du peuple algérien, après que le contingent ait contribué à la défaite des officiers putschistes en Algérie, nous devons empêcher l'armée de jouer son rôle contre révolutionnaire. Pour cela, il faut non seulement que les travailleurs en armes puissent s'opposer à la violence bourgeoise et défendre leurs acquis (parce que nous savons qu'en lui-même, le contingent n'est pas une garantie politique suffisante pour empêcher un coup d'Etat militaire comme en 1958), mais il faut aussi que les travailleurs sous l'uniforme rassemblent autour d'eux les éléments les plus avancés parmi les engagés, les officiers et sous-officiers et se dressent pour abattre les tentatives de l'encadrement réactionnaire et se mettre ainsi aux côtés de leurs frères de classe.

C'est en ce sens que le soutien et le développement des luttes des soldats sont vitaux pour l'avenir, pour la lutte des travailleurs et pour le socialisme. Le syndicat de soldats et de sous-officiers est un objectif fondamental pour coordonner nationalement les luttes et les revendications des soldats. Mais aussi pour pouvoir unifier la lutte des soldats avec celles des travailleurs, car sous l'uniforme nous restons des travailleurs ! ■

hier la fête

Une fête douce et ferme, une fête multiple par ses participants et par ses centres d'intérêt, une fête politique surtout. Politique dans le seul sens qui vaille d'être vécu : celui de l'échange libre et fraternel des idées, des expériences, des joies et des soucis. Politique et révolutionnaire, placée sous le signe de la révolution portugaise, de la lutte de Bernard Rémy à qui Maxime Leforestier a dédié son tour de chant et de nos camarades actuellement sous les drapeaux ou en prison. Fête où l'on a pu aller un peu plus loin dans les approches diverses de la libération. Fête qui s'est trouvée elle-même. Au point que les débats prévus, plutôt que de se tenir sous le chapiteau « ad-hoc », ont « éclaté » en de multiples forums, articulant ainsi intimement les stands, les discussions à la logique de la fête. Fête ouverte sur l'extérieur, sur la lutte des prostituées, sur Chausson, sur tout ce qui vit ou tente de vivre dans ce pays sinistre, pisse-froid, avide, hypocrite, égoïste et autoritaire, des princes qui nous exploitent.

La tranquille compréhension des nécessités du combat, l'absence du sectarisme, l'immense demande de confrontation qui ont caractérisé notre fête viennent conforter l'axe de notre stratégie : le rassemblement des autogestionnaires. Autogestion des luttes de classe, d'abord. Autogestion de la vie aussi : le droit pour chacun de trouver dans tous les autres le champ de son épanouissement, la possibilité de donner sans forfanterie son temps, son énergie, son intelligence. Tout cela n'est pas le socialisme, mais — sans cela — il n'est point de socialisme authentique.

La production de biens, de services, le travail lui-même « n'ont de valeur qu'en leur utilité ». Leur utilité ce sont les hommes et les femmes vivants, libres qui peuvent le définir collectivement ; certains l'appellent l'autogestion... et même parfois, la fête.



«TS» était présent

L'hebdomadaire prendre un vrai contact humain avec les lecteurs de l'hebdomadaire que nous avons la responsabilité de faire au fil des semaines, dans des conditions pas toujours très exaltantes, l'équipe de TS l'a réalisé. TS était présent à la fête de l'autogestion.

Situé au carrefour « stratégique » le plus fréquenté, le stand de notre journal ressemblait à une véritable ruche : il tournait autour mille camarades affairés à exprimer leur opinion, à porter leur contribution et suggérer des propositions pour la nouvelle formule. Car TS veut faire peau neuve. Et le mini-référendum organisé à la fête correspondait à un besoin. C'est dire si la boîte aux idées a connu un grand succès (300 réponses). Nous ne manquerons pas d'en rendre compte dans nos prochains numéros, quand le dépouillement sera terminé.

Mais le stand de TS a été aussi le centre d'une réflexion sur les problèmes posés par l'expression dans la société d'aujourd'hui telle qu'elle est — des camarades du **Parlisen Libéré** ont pris la parole à ce sujet — et dans la société en construction vers le socialisme — l'affaire **Republica** était présente dans tous les esprits. Outre l'équipe de TS au grand complet participaient à ce forum, Noël Monnier, responsable nationale du syndicat CFDT des journalistes ; Armand Matelard, auteur d'un livre qui fait autorité sur la presse lors de l'expérience de l'Unité Populaire au Chili ; Claude Berger, etc...

Du stand TS fusaient les flash d'informations. C'était, pendant deux jours, le guide des petits enfants égarés, le journal non-stop, le point de convergence des participants aux nombreux débats. Une touche supplémentaire de chaleur humaine ajoutée à un événement politique qui n'en manquait pas !

Alain TLEMCEN ■

Une volonté unitaire

Fête du PSU, certes, mais aussi du mouvement ouvrier et révolutionnaire. De nombreuses organisations et publications d'extrême gauche ont tenu des stands et ont eu la parole dans les débats.

La fédération de Paris du PS, invitée, n'a pas pu tenir son stand : cela lui avait été interdit par le bureau exécutif du PS. Mais de nombreux militants sont venus et plusieurs sont intervenus dans les forums. Le PS avait envoyé une délégation de la Fédération de Seine-St-Denis, dirigée par le camarade Garcia, membre du Comité Central.

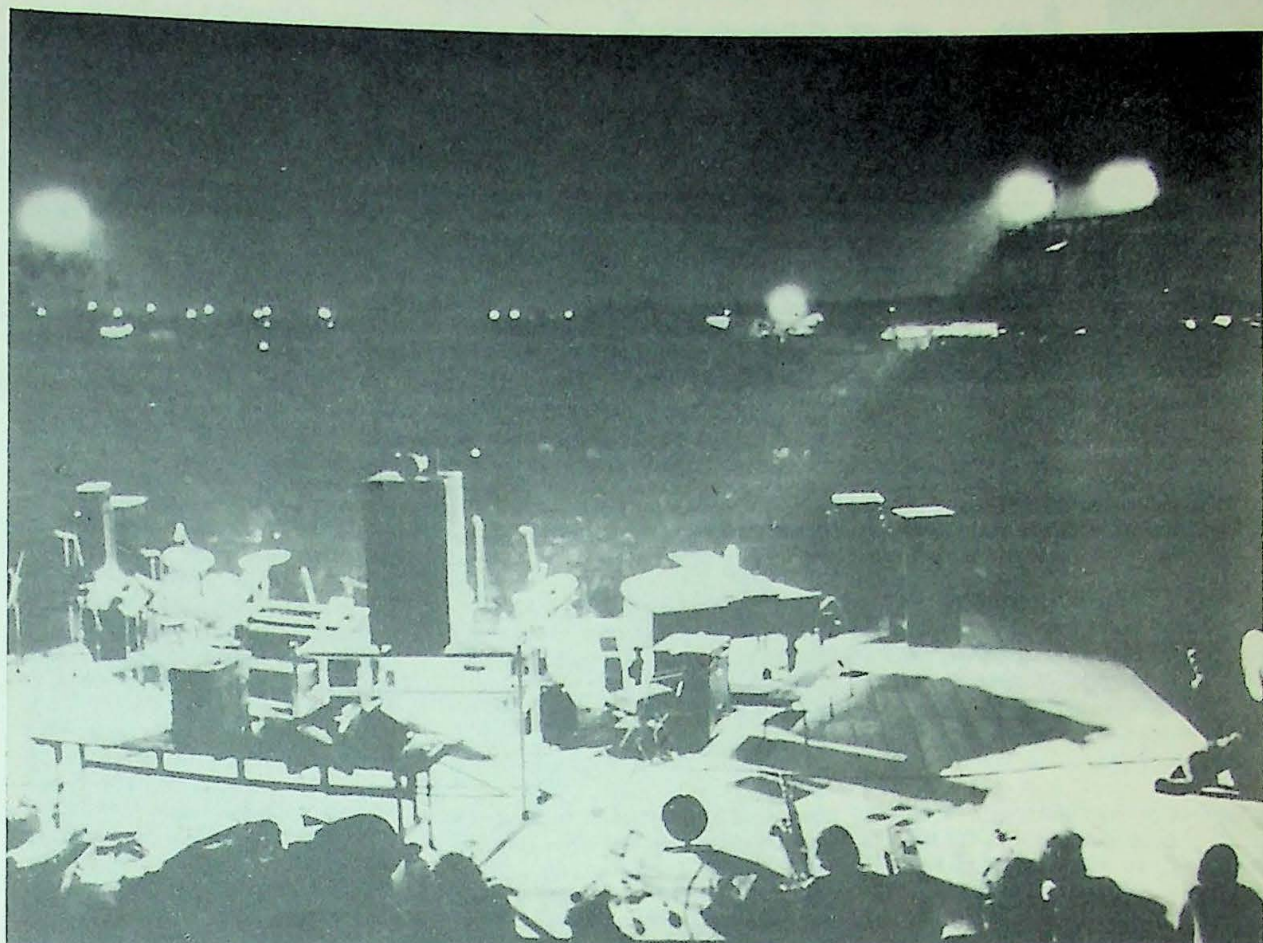
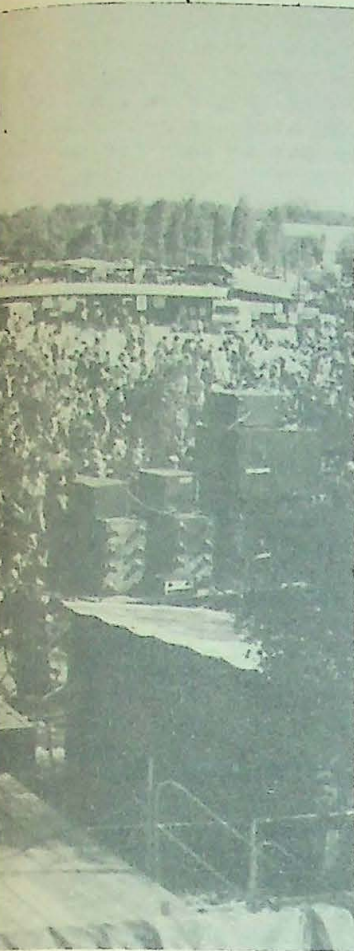
Le capitaine Clemente, porteparole de l'assemblée générale du MFA au podium central.



José Afonso, entouré de travailleurs



000 A LA COURNEUVE



La « caravane » des artistes révolutionnaires...



1, 2... 100 LIP : les ouvrières d'Everwear vendent leur production « sauvage ». Présents aussi ceux de Teppaz, de Pezenas, de LIP, etc... C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie !



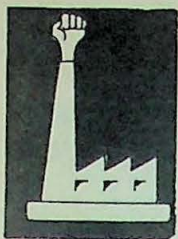
tugais, chante la Révolution portugaise.



Une multitude de débats

Outre les grands forums, (la crise, le Portugal, le PSU parti pour l'autogestion...) une multitude de débats ont été improvisés devant les stands, suivis à chaque fois par plusieurs centaines de camarades :

- « Le procès de B. Remy », devant le stand PSU-armée ;
- « Pour un syndicat de soldats », avec des appelés devant le stand d'Information pour les Droits du Soldats (IDS) ;
- « Comment lutter contre la loi Haby », au stand Ecole ;
- Les débats sur les luttes dans le Livre, les PTT, les banques, la Métallurgie, Chaousson, etc... au stand PSU-entreprises ;
- Les deux débats sur la lutte des prostituées et sur le viol, au stand du Cercle E. Dimitriev ;
- « Presse et liberté de la presse » au stand de TS ;
- sur « Cinéma et lutte des classes » au stand PSU-Front culturel ;
- Les luttes de femmes avec des ouvrières de LIP au stand PSU-Femmes ;
- Sur les luttes urbaines devant le stand PSU-cadre de vie ;
- Sur le combat dans les MJC, organisé par plusieurs MJC présentes ;
- sur l'Espagne en lutte avec les organisations révolutionnaires d'Espagne (MCE, Lucha Obrera, POUM, Action Communista, FRAP...) ;
- Sur la Tchécoslovaquie avec Pierre Daix au stand du Comité du 5 janvier ;
- Sur la Palestine avec des représentants de l'OLP et du FDPLP.



le 39ème congrès de la CGT le courant passera-t-il ?

Dans quelle situation politique et sociale se déroule la préparation du 39ème congrès de la CGT qui doit se tenir, du 22 au 27 juin, au Bourget ?

Quelles réponses le congrès va-t-il donner aux centaines de milliers de travailleurs qui se sont engagés dans des conflits difficiles contre les conséquences de la crise du régime capitaliste et n'ont pas réussi à y faire échec ? Que faire pour répondre à l'attente de tous ceux qui luttent encore à l'heure actuelle mais éprouvent confusément le sentiment que leur lutte reste bien souvent isolée et ne s'intègre pas pour autant dans un grand mouvement unitaire et coordonné des millions de salariés, indispensable pour l'obtention de succès décisifs ?

La dureté des conflits avortés depuis l'élection de Giscard, telle la grève des PTT dont le développement ou l'élargissement n'a pas été celui escompté par les grévistes, ajoute encore à un malaise latent qui ne se dément pas depuis 1968. Et pourtant, mécontentement, insatisfaction, combativité et colère s'affichent dans tous les conflits en cours. Comment vaincre ?

◆ Ces questions que nous nous posons, la CGT les pose, à sa manière, à ses adhérents. « Peut-on faire reculer cette montagne d'intransigeance ?... Comment s'y prendre ? Qu'est-ce qui gêne ?... Est-ce vraiment la réalité du chômage ?... » (Vie Ouvrière n° 1587).

A ce qui fait question, la CGT apporte évidemment des réponses. Face à la crise, contre l'austérité inacceptable et un pouvoir « plus faible qu'avant », les travailleurs veulent un « changement » constate-t-elle, mais

comment les convaincre que le seul changement est celui représenté par le programme commun ? Car c'est le thème essentiel de ce 39e congrès qui s'inscrit tout naturellement dans la seule perspective offerte de l'union de la gauche.

une série de questions

A partir de cette stratégie, préalablement établie, le bureau confédéral conçoit que la discussion porte essentiellement sur l'application de cette ligne.

Quelle est notre responsabilité syndicale dans les progrès et le succès de l'union de la gauche ? Comment faire comprendre que l'intérêt profond du programme commun pour les travailleurs réside dans son contenu ? Quelles contributions peut et doit apporter la CGT au renforcement, sur des objectifs concrets, de l'union de la gauche ?

C'est pour gagner des « millions de consciences » à cette politique que la CGT se préoccupe vivement de renforcer sa propre organisation, autre thème majeur du prochain congrès.

Il faut sans doute admettre que la santé de la centrale n'est pas particulièrement florissante (2 400 000 adhérents, dont 15 % environ de retraités, décalage énorme entre les effectifs et le nombre de voix aux élections professionnelles). La CGT semble même s'en inquiéter sérieusement. « Et si nous étions un peu habitués à nos effectifs actuels... », « sommes-nous encore le syndicat d'un homme-orchestre étonnant ? », « notre direction syndicale ne donnerait-elle pas une image « rétrécie » de la richesse d'opinions qui existe dans la CGT ? », sans complaisance, posons la question : est-ce que la démocratie syndicale est une préoccupation permanente ? », « quelles possibilités offre-t-on aux syndicats de participer ? »

Ces questions sont pertinentes mais s'adressent exclusivement aux syndicats de base ainsi culpabilisés (car chacun sait que l'on est toujours en-deçà de ses propres capacités) sans que la direction confédérale elle-même soit mise en cause. Le rapport présenté au nom du bureau confédéral semble l'être de façon unanime. Comment peut-on alors parler de la « richesse des opinions » des adhérents ou de « constituer une direction collective, reflétant la diversité des courants de pensée de nos adhérents », sans évoquer le droit de représentation et d'expression de ces courants ?

Il va de soi que le refus de prendre en compte ce problème essentiel ne peut qu'affaiblir tout appel unitaire du 39e congrès en direction des autres confédérations, en vue d'une unité organique, intention que des milieux « bien informés » prêtent au futur congrès, au moins à l'endroit de la CFDT. S'il y a débat au sein du bureau confédéral ou de la commission administrative, les syndiqués n'en sont guère informés et ne peuvent en conséquence y participer pleinement.

la stratégie : un domaine réservé

Est-ce une bonne méthode que de réserver le domaine de la stratégie syndicale au seul bureau confédéral ?

En procédant ainsi, la CGT ne se donne pas les moyens de faire réellement passer dans la vie quelque ligne que ce soit.

Il y a 20 ans, en 1955 exactement, Benoît Frachon dénonçait

la méthode consistant à concentrer la discussion au bureau confédéral. « ... Le programme économique avait certes fait l'objet de nombreuses discussions, de retouches avant d'être soumis aux délégués. Mais ces discussions s'étaient surtout déroulées à l'intérieur du bureau confédéral sans que les syndiqués soient appelés à donner leur avis, comme nous l'avons fait pour le 30e congrès. Cette méthode n'a pas permis de faire la clarté. Cela a abouti à l'adoption sans discussion d'un programme au fond pernicieux, embrouillant les problèmes de la lutte de classe et entretenant l'illusion de la possibilité d'une économie dirigée, d'une espèce de planification en régime capitaliste. Ce programme a contribué à désorienter les camarades en présence des campagnes de l'adversaire. Venant à contretemps, il ne pouvait avoir et n'a eu aucun écho dans les rangs de la classe ouvrière. »

Il serait regrettable qu'il en soit de même du 39e congrès.

un souffle nouveau...

Le programme d'action soumis à la discussion du congrès comporte un premier volet de revendications immédiates et un second composé de mesures économiques.

On ne peut que souscrire aux revendications telles que l'échelle mobile, les 40 heures, la retraite à 60 ans, l'interdiction de tout licenciement sans reclassement préalable équivalent, et l'amélioration des conditions de travail. Signalons que le récent accord CGT-CFDT sur le SMIG à 1 700 F est venu opportunément régler le sort de la revendication du SMIG à 1 500 F, proposée jusqu'alors aux syndiqués CGT. Depuis les élections présidentielles, son montant n'avait en effet pas varié alors que la CGT évalue le taux d'inflation entre 17 et 18 %. Les conflits des PTT, d'Usinor, de Renault, de Chausson sont passés par là.

Par contre, le principe d'une revendication uniforme de salaire n'est pas soumis à la discussion des syndiqués alors que les conflits évoqués ci-dessus et bien d'autres encore sont venus confirmer de façon éclatante les vertus unifiantes des 200 ou 250 F pour tous. La formule très diluée proposée par la CGT « d'une progression du pouvoir d'achat avec des différences allant dans le sens d'une remise en ordre des systèmes des salaires » n'est pas à la hauteur des circonstances.

La mobilisation en général des travailleurs pour les 250 F — mais aussi de syndicats CGT comme on l'a vu à Renault, Le Mans, Usinor ou Chausson en ce moment-même — ne traduit pas seulement un besoin quantitatif, mais surtout une aspiration profonde à la remise en cause des rapports hiérarchiques. Le congrès entamera-t-il une discussion sur ce thème ?

Sur le plan de la défense de l'emploi, c'est une politique très



Georges Seguy au Palais des Sports.

volontariste qui est présentée : un développement économique créateur d'emplois, basé sur un solide marché intérieur. Mais quel bilan le 39e congrès va-t-il tirer des difficultés rencontrées par les travailleurs dans ce domaine, de leurs efforts pour se soustraire aux effets du rouleau compresseur du chômage ?

Quels enseignements se dégagent des luttes menées chez Titan-Coder, dans la marine marchande, dans l'imprimerie, aux Tanneries d'Annonay, en lutte depuis 10 mois ? Que sont devenus les avantages antérieurs dans des entreprises soi-disant assainies ou restructurées ? Quelle est la situation actuelle des travailleurs restés sur le sable ?

Le conflit LIP sera-t-il évoqué ?

Quelles leçons la CGT tire-t-elle de ce conflit qui aura vu son influence dans cette usine s'effondrer complètement ? Y aura-t-il seulement une intervention au congrès des militants des entreprises engagées actuellement sur la voie des LIPS ? « On produit, on vend, on se paie ».

Voilà, bien sûr, beaucoup de questions allongeant même la liste des cinquante que la **Vie Ouvrière** pose aux syndiqués CGT.

... venant des entreprises

Un riche débat est nécessaire. Il peut même être fructueux, mais il ne sera pas clos pour autant à ce congrès. Les polémiques entre partis et syndicats ou entre syndicats continueront. L'état de préparation du congrès ou de la discussion publique nous semble très insuffisant à quelques jours du débat des travaux. C'est regrettable.

Intéresser les travailleurs sur le lieu de travail, assurer leur participation aux débats et aux décisions nous semble primordial.

C'est avant tout ce qui fait problème dans les entreprises et surgit partout dans les luttes qui doit mériter attention. Il faut briser le carcan, les routines, mettre fin aux interminables catalogues de revendications, de vœux pieux, aux éternelles grandes journées d'action sans lendemain, définir des revendications claires, telles les 250 F, favorisant l'unification des travailleurs, par delà les secteurs catégoriels et les spécificités des industries ou des multiples statuts et conventions collectives.

C'est ce que font les travailleurs en imposant le principe d'augmentations uniformes, en occupant leurs entreprises, en s'engageant dans la grève illimitée, en contrôlant les cadences, en constituant des comités de grève larges, en soumettant les négociations au contrôle des assemblées, en associant la population par l'ouverture de leurs entreprises, etc.

Mais ce souffle nouveau venant des entreprises atteindra-t-il le 39e congrès de la CGT ?

Henri DUPARC ■



Parisien libéré

L'épreuve de force

« Bergeron au pilon, Amaury au pilori », c'est ce que disaient les travailleurs du Livre, le mercredi 4 juin, lors de la manifestation organisée par les unions régionales CFDT et CGT de la région parisienne. Cette manifestation a eu un caractère assez nouveau : en tête du cortège, sur le même plan, le comité intersyndical du Livre CGT et le syndicat parisien du Livre CFDT. A vrai dire, les slogans différaient par moment, les différences d'appréciation continuant à exister sur les formes d'action et sur le programme commun, mais, pour qui connaît le Livre, bastion CGT par excellence, cela méritait d'être signalé.

Vendredi 6 juin, Amaury obtenait, par Durafour interposé, l'autorisation de licencier près de 300 personnes, dont 233 ouvriers du Livre. Pour répliquer, les travailleurs du Livre décidaient d'un arrêt de travail le lundi 9 juin : suivi à Paris, il ne devait guère empêcher la sortie des journaux de province.

Ce même vendredi, les premiers exemplaires du « Parisien » sortaient des presses de l'usine de St-Ouen : d'autres étaient tirés à Chartres. Mais à St-Ouen comme à Chartres, Poniatowski a dû mettre la région en état de siège pour « protéger » la sortie du journal imprimé par des ouvriers syndiqués à FO. Depuis, chaque nuit et chaque matin, les travailleurs sont aux prises avec les CRS, les vigiles et leurs chiens.

Le gouvernement — et l'ordre d'évacuation pour le mercredi 11 juin des imprimeries occupées depuis le 6 mai le montre à l'évidence — tient à sortir vainqueur d'un conflit qui — croit-il — l'oppose au seul PC. C'est oublier que, depuis l'occupation de l'imprimerie Larousse, les choses ont évolué et que la lutte des ouvriers du Parisien Libéré rejoint aujourd'hui celles des autres travailleurs. La solidarité se resserre un peu davantage chaque jour, même si le passé n'est pas pour autant oublié. Mais — et tous en sont conscients — le patronat de la presse qui a soutenu Amaury, Bergeron le « socialiste » (un ancien typo) et le tandem Giscard-Chirac ont su utiliser ces erreurs passées pour tenter de casser définitivement un « ennemi », la fédération des travailleurs du Livre CGT.

Ecartés du syndicat par des moyens peu représentatifs de la démocratie ouvrière, les ouvriers typographes révolutionnaires et de nombreux travailleurs ne sont plus là où ne se sentent pas prêts à se remobiliser totalement pour le combat actuel. C'est un fait qu'il faudra analyser avec courage et lucidité pour préparer de nouvelles victoires.

M.C. ■

Social



HACHETTE : le refus de la déportation

La direction d'Hachette vient de demander au comité d'entreprise quatre-vingt licenciements. A la veille des départs en congé, bien entendu. Beaucoup s'interrogent : est-ce le commencement de la fin ? Les anciens de la maison ne la reconnaissent plus. Ceux qui peuvent s'en aller en retraite par départ anticipé le font sans aucun regret. Avec les licenciements, une autre menace préoccupe le personnel : Maurepas, où la direction compte nous déporter. Des militants et des délégués ont donc constitué un collectif pour la défense de l'emploi. Un tract diffusé dans toute l'entreprise et à tous ceux que préoccupe l'avenir de l'édition sonne l'alerte :

« Le véritable motif de la déportation du personnel à Maurepas (St-Quentin-en-Yvelines), c'est d'abord la spéculation immobilière.

« La situation s'est dégradée chez Hachette, et un autre objectif est venu s'y ajouter : il s'agit de réduire considérablement les effectifs.

« Nous n'acceptons pas que notre sort soit livré à ces messieurs de la haute finance, ni aux marchands de soupe. Savez-vous pourquoi ils ont choisi Maurepas ? Parce qu'ils savent que les pouvoirs publics subventionnent l'implantation des entreprises dans les « villes nouvelles ». Ils font donc coup double, et même triple !

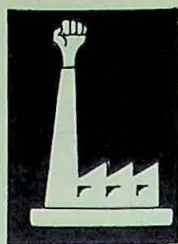
- 1°) ils font de l'or avec les terrains ;
- 2°) ils réduisent le personnel ;
- 3°) ils vont recevoir du fric de l'Etat !

« Nous n'avons plus confiance dans une direction qui a commis tant d'erreurs (Hachette Formation Conseil, Sonopresse, Olifan, Vidéogrammes etc.). Le résultat : déficit de 8 milliards pour le seul exercice 1974. Ce qui a permis à la Banque de placer ses hommes : Moussa, Marchandise et quelques autres, sans oublier les « fans » du marketing et du merchandising, qui ne connaissent rien au livre, et qui reconnaissent d'ailleurs qu'ils ne sont pas des éditeurs. »

Toute la profession est concernée. Comme dans la presse, les travailleurs de l'édition doivent se mobiliser et inventer de nouvelles formes d'action. Les moyens de lutte traditionnels ne suffisent plus. Premièrement, nous refusons d'être déportés. Nous estimons que les travailleurs — essentiellement ceux de l'édition — ont leur place dans Paris. Il va falloir que chacun s'engage et prenne position : nous voici tous au pied du mur.

Gabriel ENKIRI ■

Gabriel Enkiri est délégué du personnel CFDT Hachette-Bibliothèques de gare. Nous publions prochainement un autre article de lui : « Hachette à l'heure de Lip ».



Chausson : un enjeu pour toute l'automobile

Chausson est l'une des plus grandes entreprises de sous-traitance automobile française. Elle fabrique des carrosseries, des radiateurs, et bien d'autres pièces pour Renault, Peugeot, Citroën, Daf. Peugeot St-Etienne sera bientôt en chômage technique pour manque de pièces. On comprend donc que c'est tout le patronat automobile qui est menacé par la lutte des ouvriers de Chausson.

Ouvriers, ils le sont à part entière. Onze mille d'entre eux ont une classification qui va du manoeuvre à l'OS2. L'OS2, chez Chausson, touche à qualification égale, suivant son ancienneté, de 314 F à 391 F de moins par mois qu'à Renault. Ils travaillent dans des conditions beaucoup plus pénibles. Vieux matériel, bruit infernal, risques multipliés par le manque de place. A Gennevilliers, au plancher de soudure, des ouvriers risquent à chaque instant leur vie ; aux ateliers de presse, les giclées d'huile sont permanentes. Dans ce baigne, les accidents du travail sont trois fois plus nombreux que la moyenne nationale. Ce n'est donc pas un hasard si ces travailleurs, qui produisent pour l'essentiel pour Renault, se battent avec la volonté d'aller jusqu'au bout pour la parité avec « ceux de la Régie ». Et dès maintenant 250 F pour tous.

Pourtant les traditions de lutte n'étaient pas très développées. Fichés à leur consulat, dénoncés dès qu'ils bougeaient le petit doigt, par une Amicale entretenue par les patrons de Chausson, la majorité des travailleurs marocains de l'usine de Gennevilliers avaient peur. Aujourd'hui, dans cette grève active, ils participent au comité de grève et exigent la dissolution de l'Amicale que l'on voit surtout dans le bureau du personnel. La direction a créé pour les hommes de main de cette agence fasciste des postes du type « agents de surveillance », « qualifiés », « certifiés ».

C'est cette combativité des immigrés qui a permis au comité de grève de prendre l'importance qu'il joue dans la grève. Face à des sections syndicales qui n'avaient pas eu à animer de conflits depuis 1968, le dynamisme d'une structure de comité de grève regroupant les militants de l'Intersyndicale (CGT-CFDT-FO) et des non-syndiqués a joué à plein. L'occupation et la grève illimitée dans toutes les usines de la région parisienne en témoignent. Les sections syndicales

Mardi 11 mai, les ouvriers de Chausson ont de nouveau manifesté dans les rues d'Asnières pour protester contre l'occupation de l'usine par des nervis fascistes accompagnés de chiens policiers. Leur départ est un préalable à toute reprise des négociations. Ce n'est qu'une étape de la lutte commencée depuis le 14 mai dernier par la majorité des 18 000 ouvriers du groupe.



CGT et CFDT, où les militants du PSU jouent un rôle important, participent au comité de grève. Il est un outil essentiel de la lutte et de l'unité de tous les ouvriers.

L'unité est un élément déterminant pour les jours à venir. En effet, la direction pratique depuis un mois une escalade de la répression et multiplie les provocations physiques et juridiques : à Reims avec la maîtrise, à Creil avec des commandos, à Maubeuge en licenciant onze délégués. Dans la région parisienne, à Asnières, elle assigne des délégués en justice, et obtient l'invasion du siège social par les CRS le 5 juin.

Devant l'ampleur des manifestations de protestation du 6 juin

(5 000 personnes à Asnières), la direction a reculé d'un pas : retrait des forces de police et début de négociation. Mais elle a continué à faire des offres dérisoires : 140 F pour les catégories les plus basses (manoeuvres à OS 2), 100 F pour les catégories les plus hautes. C'est une manœuvre pour diviser les travailleurs.

Au début de la semaine dernière, la direction a réengagé les hostilités : elle a fait remplacer les policiers par des nervis fascistes recrutés dans les organisations d'extrême droite. Cette attitude d'une direction patronale est nouvelle : ce n'est plus seulement dans les sociétés de gardiennage qu'elle recrute, mais chez ceux dont elle connaît la volonté politique de la défendre. Ils

le montrent en attaquant à coup de boulons et de lances d'incendie des ouvriers qui approchent.

Pour répondre à cette escalade de la répression, la même volonté politique doit être présente. C'est un conflit de classe qui a actuellement lieu à Chausson : la volonté manifeste de ne pas négocier sous la contrainte est essentielle. L'affrontement physique n'est pas recherché du côté syndical, mais il faut dire qu'il existe bel et bien en face.

Ce conflit risque de durer, malgré la séance de conciliation qui a été tentée mercredi par l'inspection du travail. En effet, Chausson devient, par sa place, le sous-traitant au moindre coût (bas-salaires et faible niveau de l'investissement) : un point névralgique pour tout le secteur automobile. Ce n'est donc pas un hasard si, en pleine négociation, Chantreau, directeur de Chausson, a parlé des nervis comme de sa propre milice d'auto-défense. Il rejoint Amaury au hit-parade des patrons de choc. L'autre aspect de la lutte — dissolution de l'Amicale des Marocains — prend donc maintenant tout son sens. Il faut empêcher qu'elle continue à jouer son rôle de CFT de Chausson. Un échec des travailleurs de Chausson ne pourrait que renforcer la direction dans ce sens, comme ce fut déjà le cas dans bien d'autres luttes dures.

L'exigence du paiement des heures de grève est, aussi, un point essentiel de négociation. Mais le soutien financier n'est pas inutile. L'Intersyndicale a d'ailleurs organisé aux gares St-Lazare et du Nord des collectes qui ont connu un certain succès. La presse a commencé récemment à mesurer les enjeux de ce conflit et à en parler. La volonté des travailleurs et les initiatives du comité de grève commencent à être connues. Il faut les populariser. Les « bagnards de l'automobile », comme ils se désignent eux-mêmes, réunis chaque jour en assemblée générale, ne veulent plus céder à un quelconque chantage patronal.

La continuation de l'occupation, le contrôle ouvrier dans l'usine de Gennevilliers, permettent de maintenir un rapport de forces réel pour obliger les fascistes à quitter l'usine d'Asnières. La direction, aux abois parce qu'une partie de l'industrie automobile commence à manquer de stocks, ne cédera pas facilement. Le soutien politique à Chausson prend ainsi tout son sens : celui d'une épreuve de force.

Yves SPARFEL ■

trois prostituées lyonnaises parlent

« Dans une société idéale, on aurait pas besoin... »



Elles sont sorties de l'ombre pour dénoncer la formidable hypocrisie du gouvernement qui réprime soi-disant la prostitution, mais en fait réprime les prostituées et tire de substantiels bénéfices, via la police, de ce commerce. Mais cette hypocrisie n'est qu'un aspect de l'hypocrisie fondamentale qui régit la morale sexuelle.

La prostitution est l'exutoire nécessaire aux perversions, le parfait corollaire d'une sexualité officielle basée sur la reproduction. La prostitution est l'impasse vers laquelle sont dirigés les travailleurs immigrés, vues les conditions de l'immigration. La misère sexuelle alimente la prostitution comme la prostitution alimente la misère sexuelle.

Mais, fondamentalement, la prostitution est possible car le statut social des femmes est la dépendance économique, la charge unilatérale des enfants ; c'est aussi d'être une marchandise dans leur corps-même.

Prostitution sur le trottoir, ou vente de leurs services dans le mariage (faire les enfants, entretenir la force de travail des hommes, apporter un salaire d'appoint), telle est la condition imposée aux femmes dans la société

capitaliste. Tout ceci, les prostituées dans leur mouvement le désignent, même si elles avancent des revendications « corporalistes » ; l'interview qui suit d'Ulla et de Barbara, porte-paroles du mouvement à Lyon, le montre...

La révolte prend également une autre dimension par la reprise des formes de lutte des travailleurs : assemblées générales, occupations, élections de déléguées par quartier, projet d'Etats Généraux sur la prostitution. La contestation générale de la société après 68 et le mouvement des femmes sont passés par là...

C'est pourquoi nous soutenons le mouvement des femmes prostituées sans pour autant entrer dans une problématique d'aménagement de la prostitution. Socialistes, nous ne proposons pas la nationalisation de la prostitution, même sous le contrôle des intéressés... Nous ne pensons pas non plus que, mécaniquement, le changement des rapports de propriété résolve magiquement ce type de problème. Seul le socialisme autogestionnaire, fruit d'une lutte qui intègre la dimension des rapports sociaux, y compris à l'échelle inter-personnelle, peut mettre fin à l'oppression des femmes et à la misère sexuelle des travailleurs.

C.W. □

TS : Comment en es-tu venue à te prostituer ?

R. : Il y a cinq ans, je me disais que jamais je ne pourrais faire ça ; et puis un jour, comme d'autres, j'ai été prise au piège. Je me suis prostituée parce que j'avais besoin d'argent pour me dépanner ; c'était mieux que le chômage. Ensuite, j'ai continué. J'ai pris mes responsabilités et je savais que je devais affronter l'opinion publique ; je savais qu'on me mépriserait, qu'on me rejetait. Je l'ai accepté, subi ; mais aujourd'hui, comme toutes les autres prostituées qui se sont mobilisées, je refuse mon statut de femme-bas-ventre, tout juste bonne à colmater les brèches d'une société qui engendre la prostitution.

Ce que les gens refusent de voir, ce que le gouvernement ne peut admettre, c'est que malgré tout nous sommes nécessaires : des soupapes de sécurité, en quelque sorte. Leur seule attitude, c'est d'un côté nous ignorer, nous réprimer, et de l'autre nous tolérer lorsqu'il faut remplir les caisses de l'Etat. Et cela, pour la première fois, nous le refusons. Nous sommes des femmes à qui l'on doit respect et dignité.

B. : Moi, j'avais deux enfants que je désirais mais je ne me sentais pas capable de me marier. J'ai décidé de les garder et d'être donc mère célibataire, mais c'était déjà la première barrière entre la société et moi. J'étais considérée comme une putain parce que je ne menais pas une vie normale, un mari, etc... Il m'arrivait d'amener chez moi des types, pas toujours les mêmes. Mais maintenant, je peux élever mes enfants volontairement et dignement. C'est donc volontairement que je me suis prostituée. Mais il ne faut pas se boucher les yeux, toutes les femmes sont appelées à se prostituer ; que ce soit la secrétaire qui doit subir son patron, la vendeuse qui se fait coincer dans la réserve et qui, pour garder sa place, peut accepter n'importe quoi, et même la femme avec son mari... Certaines femmes se marient par obligation, parce qu'elles sont enceintes



tes et qu'elles ne peuvent pas faire autrement. Mais j'ai rarement entendu une de ces femmes me dire : « Chouette, j'aime mon mari avec qui j'ai eu un enfant ! ».

U. : La prostitution existe et a toujours existé. Je ne trouve pas ça anormal puisque, pour moi, cela découle du mal de notre société. Mais ce que je trouve anormal, c'est le « fait prostitutionnel ». Je ne vois pas la différence entre moi, à qui un client demande de lui consacrer un quart d'heure, et une femme qui par contrat de mariage fait son devoir conjugal parce qu'il faut le faire. C'est le chiffre qui change, pas l'acte lui-même.

TS : Tu sais que chaque fois tu vas devoir accepter un type, qu'il te plaise ou non. Comment le ressens-tu ? N'y a-t-il pas des moments où tu voudrais tout plaquer ?

B. : Tu sais, il y a deux femmes en moi. Celle du jour, où je suis Moi ; celle de la nuit où je vis une sorte de dédoublement de personnalité. Certains soirs, je suis dans un brouillard : je serais incapable de dire si untel était blond ou brun. Il

me demande certaines choses, je le fais, mais je ne lui donne rien. Pour moi, je ne vends pas mon corps, je le prête, c'est tout. Parfois dans l'exercice de mes fonctions, je me réveille, je me pose des questions et, là, j'ai envie de tout laisser tomber. En fait, ce que je ressens le plus mal, au-delà de la répression policière, des insultes, de l'ironie, ce sont les attitudes des autres femmes à notre égard. Certaines nous méprisent et ne voient en nous que des obsédées. Elles ne comprennent pas que l'on puisse faire ça. C'est ça qui me fait le plus mal.

TS : Mises à part les relations avec les clients, est-ce que tu as des rapports affectifs avec d'autres hommes ?

B. : Ils sont limités par la force des choses et parce que la loi sur la prostitution interdit que tu puisses vivre avec quelqu'un. Quand je suis avec un client, mes réactions physiques sont nulles. Je pense à mes courses du lendemain, au pressing, à des tas de trucs que je dois faire, mais jamais à ce que je fais sur le moment.

TS : Tu ne penses pas que c'est le cas de beaucoup de femmes, dans les rapports sexuels avec leurs maris ou leurs amants ?

B. : Je pense que l'attitude que j'ai avec le client, c'est celle de 80 % des femmes. C'est aussi pour cette raison que les hommes viennent nous voir, mais ça ne résoud rien, ni pour eux, ni pour nous. La sexualité est un tabou, elle est brimée : tu ne peux pas t'imaginer la méconnaissance qu'en ont les hommes et les femmes.

TS : Comment avez-vous perçu les luttes que les femmes ont menées ?

B. : Je me suis toujours sentie concernée par le problème des femmes, surtout sur l'avortement et la contraception. Je n'ai jamais eu de relations avec le mouvement des femmes. Mais si elles nous avaient consultées, ça n'aurait pas été 343 femmes mais 20 000 qui auraient déclaré avoir avorté...

TS : Ne penses-tu pas que vos revendications sont une recherche d'aménagement de la prostitution ?

B. : Nous, on n'est pas contre l'aménagement de la prostitution, mais pas comme l'Etat le souhaiterait. Par exemple, quand on a rencontré Pradel, il nous a proposé de nous « municipaliser », de rouvrir les maisons closes, de nous parquer. Le système concentrationnaire, quoi, où l'on travaille à la chaîne. Nous ne deviendrons pas des fonctionnaires du sexe.

Ce qu'on aimerait, c'est la réouverture de certains hôtels avec une réglementation fiscale, tant pour l'hôtelier que pour nous. Une réglementation dont on ne parle pas, mais qui est essentielle : c'est ce qui touche à l'hygiène, au sanitaire. Mais dans une société idéale, on n'aurait pas besoin de se prostituer. On pourrait vivre correctement, avec du fric, un vrai boulot. etc.

Correspondance ■



PORTUGAL

une interview du capitaine Manuel Duran Clemente

porte-parole de l'assemblée du MFA



Le capitaine Clemente était à la fête du PSU. Il a accepté, au nom du MFA, de répondre à nos questions.

TS : Qu'est-ce que le MFA aujourd'hui ?

MDC : La démocratisation des forces armées portugaises a été due en partie aux campagnes de dynamisation culturelle. Il ne s'agissait pas d'une action paternaliste dans la mesure où le peuple a énormément appris aux militaires. Mais ces campagnes n'ont été qu'une étape dans la prise de conscience politique. C'est surtout la lutte de classe qui a accéléré ce processus. Les militaires se sont organisés démocratiquement, du double point de vue des prises de décisions et de la justice sociale au sein des casernes. L'entrée des soldats et des sergents à l'assemblée du MFA n'a pas été une faveur « octroyée » ; c'est un droit qui a été conquis. Pendant la nuit du 11 au 12 mars, la 5ème division a provoqué une assemblée révolutionnaire du MFA, réunissant tous ceux qui ont conquis le droit d'y être grâce à leur action pendant le 11 mars. Cette assemblée a exigé la création du Conseil Supérieur de la Révolution, les nationalisations, la commission d'enquête sur les événements, etc... Il y a des signes importants de démocratisation : il n'y a plus de salles distinctes dans les casernes pour les officiers, les sergents et les soldats, et tout le monde mange la même chose au même endroit. Mais il n'y a pas de

normes imposées par l'état-major. Chaque caserne a son propre rythme de démocratisation en fonction des rapports de force locaux.

TS : Qui va aux assemblées générales du MFA ? Comment fonctionnent-elles ?

MDC : Avant le 11 mars, il y avait une montée des éléments les plus réactionnaires par le truchement d'élections démocratiques. Il ne faut donc pas faire des élections un fétiche. Après le 11 mars, ne siègent à l'assemblée que des éléments connus pour leur dévouement au programme du MFA. Il y a des différences entre les trois armes. L'armée de terre a choisi des éléments de toutes les casernes pour couvrir l'ensemble du pays. L'armée de l'air et les marins sont beaucoup plus concentrés géographiquement.

A la base, dans chaque caserne, il y a des assemblées d'unités (ADU). Ces assemblées définissent la ligne que défendra le délégué de la caserne. Ces délégués sont révocables par ceux qui les ont soit élus soit désignés. Le Conseil Supérieur de la Révolution est révocable à tout instant par l'assemblée générale du MFA, ce qui est déjà arrivé. Les délégués à l'assemblée du MFA doivent faire un compte-rendu détaillé à leur propre caserne des délibérations de l'assemblée.

TS : Est-ce que cette démocratisation ira jusqu'à la négation de l'armée en tant que telle et à sa transformation comme armée populaire, liée à la population en armes ?

MDC : D'ores et déjà, les casernes doivent s'ouvrir à toutes les formes d'organisation des travailleurs. En ce moment, on discute beaucoup du type de liaison à établir entre l'armée et le peuple. De nombreuses déclarations de responsables du MFA s'accordent pour dire que les armes seront distribuées aux travailleurs en cas de danger immédiat. L'assemblée du MFA a élu une commission pour discuter de ce problème. Il y a eu effectivement deux projets : celui des Conseils révolutionnaires de travailleurs (CRT) et celui des Conseils de défense de la révolution (CDR), transformés en Comités pour la reconstruction nationale (CRN).

La différence entre les deux projets tient en ce que les CRT ignorent l'appareil d'Etat actuel, en coordonnant des conseils de travailleurs et de soldats pour assurer la vigilance révolutionnaire, tandis que les CRN sont liés aux structures étatiques.

TS : N'y a-t-il pas une contradiction à occuper un appareil d'Etat en décomposition, et à stimuler dans le même temps les formes d'auto-organisation des travailleurs ?

MDC : L'appareil d'Etat actuel, hérité du fascisme, a freiné le processus révolutionnaire. Nous cherchons déjà à le décentraliser : il y a des régions dirigées chacune sur place par un membre du Conseil de la Révolution. Les décisions seront prises dans ces régions, et non pas à Lisbonne. Ils feront une liste des nécessités de ces régions, et régleront les problèmes sur place. Quant aux affrontements prévisibles entre les commissions de travailleurs, parfois dotées de pouvoir exécutif, et les structures étatiques (administration, municipalités, etc...) l'avancée du processus révolutionnaire tranchera. C'est encore une question de rapport de force.

TS : Quel rôle jouent, à votre avis, les partis politiques dans le processus en cours ?

MDC : Les élections ont été un des éléments les plus controversés du processus révolutionnaire. Nous pensions qu'elles détournaient les travailleurs de la lutte contre leur ennemi principal, le capitalisme national et international, par les divisions qu'elles suscitaient inévitablement. Nous avons prévenu tout risque, en faisant signer par les partis une plate-forme constitutionnelle garantissant l'avenir du processus révolutionnaire ouvrant la voie du socialisme. Les deux processus, électoral et révolutionnaire, sont en général antagoniques mais peut-être peuvent-ils être conciliés sur la base des conditions objectives qui règnent dans notre pays. Ce qui est original dans notre processus, c'est le mouvement pro-

gressiste né chez les militaires. Le MFA ne veut pas en finir avec les partis, mais avec certaines pratiques partisans et aliénantes de certains dirigeants de ces partis. Nous pensons que le mouvement de masse dépassera ces contradictions et aboutira à créer un mouvement unitaire pour faire aboutir la révolution.

TS : N'y a-t-il pas un risque que la généralisation de commissions de travailleurs entraîne soit leur contrôle par les partis les plus organisés, soit une réaction violente de la part des partis qui en seront exclus ? Dans ces deux hypothèses, n'est-il pas nécessaire qu'une organisation politique, regroupant par exemple certains partis d'extrême gauche, mène la bataille au sein du mouvement ouvrier, sur la base d'un programme révolutionnaire élaboré avec les éléments les plus radicalisés du MFA ?

MDC : C'est une hypothèse. En tout état de cause, le MFA estime que l'existence des partis est absolument nécessaire comme école de formation idéologique, dans une nation aussi dépolitisée que la nation portugaise. L'avancée du processus révolutionnaire déterminera le rôle qu'aura à jouer chaque parti pour la construction d'une société plus juste au Portugal.

TS : Dans le contexte actuel de crise économique, vous avez lancé le mot d'ordre de « bataille de la production ». Quel contenu donnez-vous à ce mot d'ordre ?

MDC : Nous estimons que la bataille de la production exige une planification qui permette d'aller dans le sens des intérêts du peuple portugais. Il faut répondre aux deux questions : que produire ? Et, comment produire ?

Nous voyons que l'actuelle équipe économique travaille dans ce sens. Mais nous ne donnons aucun chèque en blanc. Il faut décentraliser au niveau économique et au niveau même du MFA.

Les données du problème vont être entièrement nouvelles. Il faut que les travailleurs trouvent une réponse unitaire à ce problème.

TS : La question de savoir qui va décider de la planification, qui va gérer l'économie nationalisée pose pour nous le problème de l'autogestion. Avez-vous discuté de ce problème ?

MDC : C'est aux travailleurs de trouver les formes d'organisation adéquates.

TS : On dit souvent au Portugal que l'avenir de la révolution portugaise est en Espagne. Comment pouvez-vous aider les travailleurs espagnols ?

MDC : Nous pensons que notre exemple est très pédagogique et contagieux et aidera les travailleurs espagnols dans la voie de leur libération.

Propos recueillis par
Maurice NAJMAN
et Jean PATERMAT

Elections en Italie : les révolutionnaires sont présents

Lors de la fête de La Courneuve, le représentant du P.D.U.P.-Manifesto, **Gianl. Vaccarino** (membre de la Direction Nationale) a répondu aux questions de TS à la veille des élections régionales en Italie.

TS : Après son échec sur le référendum sur le divorce, peut-on prévoir un nouveau recul électoral de la Démocratie Chrétienne ?

G.V. : C'est prévisible, car aux yeux des masses la D.C. porte une lourde responsabilité dans la « stratégie de la tension ». Elle utilise l'appareil répressif de l'Etat pour masquer sa complicité avec les fascistes. Toutes les enquêtes sont étouffées par des hauts magistrats qui lui sont favorables. La D.C. a besoin d'apparaître comme un parti du centre pour se maintenir au gouvernement ; de ce fait elle joue sur le choc entre les extrêmes.

TS : Les socialistes sont-ils en mesure de profiter d'un revers de la D.C. ?

G.V. : Le P.S.I. a une position ambiguë, car la crise italienne est aussi la crise du gouvernement de centre-gauche. Le P.S.I. est partagé entre une majorité (autour de De Martino) qui théorise l'alliance préférentielle avec la D.C. et une minorité (animée par

Lombardi) qui recherche une alliance à gauche. En fait, le P.S.I. est coincé entre les contraintes de son alliance gouvernementale avec la D.C. (il a dû voter la loi « anticasseur » Fanfani) et la stratégie de compromis historique du P.C.I. qui se passe de lui. En réalité, il n'a pas d'alternative politique et mène à la base des luttes autonomes, par exemple sur l'avortement.

TS : Le P.C.I. sera-t-il en mesure de capitaliser ses récents progrès ? Quelle est sa stratégie dans ce climat de « tension » ?

G.V. : Le P.C.I. n'a pas voulu provoquer de crise sur la loi Fanfani, il a mené une bataille défensive, s'opposant aux mesures répressives sur les piquets de grève ou le déroulement des manifestations, dénonçant les aspects anticonstitutionnels de la loi et votant contre. Cela n'a pas satisfait sa base qui a été touchée par l'appel de la nouvelle gauche lancé par F. Parri et B. Trentin et soutenu par le PDUP, Avanguardia Operaia et Lotta Continua. Cet appel visait à obtenir les signatures nécessaires pour déposer une initiative populaire de loi sur l'interdiction du M.S.I. De nombreux militants communistes ont mêlé leurs noms aux 60 000 signatures. La loi sera discutée après les élections, elle mettra en danger le MSI que l'opinion pu-

blique considère comme responsable des récents attentats.

TS : Quelle analyse le PDUP fait-il du dernier congrès du P.C.I. et de la stratégie du « compromis historique » ?

G.V. : Le dernier congrès a vu s'opérer une unification du P.C.I. sur une interprétation minimum du « compromis historique » qui est purement instrumentale. Il doit servir tactiquement à ouvrir la crise de la D.C. Nous disons que c'est une politique « aventuriste », car cela n'offre pas de débouché politique. Le P.C.I. contrôle sa force à des fins électoralistes. Mais la D.C., utilisant de façon propagandiste les événements portugais, refuse le « compromis ». Il n'y a pas d'alternative de gauche comme en France. Cela aggrave la crise constitutionnelle du système.

TS : Sur quelles bases êtes-vous présents à ces élections ?

G.V. : Le PDUP est présent dans dix régions. Dans six d'entre elles, il fait liste commune avec Avanguardia Operaia. Là où il n'y a pas de liste PDUP, nous recommandons de voter pour le P.C.I. (par exemple à Turin où le P.C.I. et le P.S.I. peuvent enlever la municipalité). Pour nous, ces élections doivent permettre une avancée de la gauche et un recul

de la D.C. d'environ 5 %. L'accord que nous avons passé avec Avanguardia Operaia n'est pas électoraliste ; il est fondé sur une plate-forme politique qui peut être considérée comme une base d'unification à long terme. Nous n'avons pu passer d'accord avec Lotta Continua qui est dans une phase de repli sectaire. Les prévisions des instituts de sondage nous accordent des intentions de vote supérieures aux meilleurs résultats passés du P.S.I.U.P. Cela traduirait notre progression sensible au niveau des adhésions et aussi du tirage du Manifesto (plus de 32 000 exemplaires quotidiens).

TS : Quelle stratégie la « nouvelle gauche » révolutionnaire a-t-elle à proposer ?

G.V. : Il faut créer une alternative de gauche en Italie et cela nécessite la création d'une force révolutionnaire puissante. Mais il faut dépasser le seul problème de l'unification de l'extrême-gauche pour proposer une stratégie prenant appui sur la lutte des masses afin de mener une lutte radicale contre la D.C. Il faut que le P.S.I. rompe son alliance gouvernementale et que le P.C.I. rejette la ligne du compromis historique. Le PDUP se bat pour changer la stratégie globale de la gauche italienne.

Propos recueillis par Alain CHATAIGNIER ■

Après l'attentat contre le CISE

Halte aux fascistes espagnols et français !

Dans la nuit du 5 au 6 juin, une bombe a dévasté le siège parisien du Comité d'Information et de Solidarité avec l'Espagne. Au même moment, à Biarritz, une bombe explosait devant une maison abritant des réfugiés politiques basques. Les auteurs de ces attentats les ont signés par un tract laissé sur les lieux à Paris : il s'agirait du groupe d'intervention nationaliste (GIN) et des « Guerrilleros del Christ Rey ».

Il n'est aujourd'hui un secret pour personne — pas même pour Poniatowski — que les « guerrilleros del Christ Rey » regroupent de nombreux éléments de la police espagnole. A travers eux, c'est donc la dictature franquiste qui frappe aujourd'hui en France, au pays basque et à Paris même.

Ces attentats s'inscrivent dans le cadre de l'accentuation d'une répression féroce, sans précédent depuis les derniers soubresauts de la guerre civile : dans toute l'Espagne se succèdent perquisitions, arrestations et tortures, avec l'état d'exception proclamé dans deux des provinces basques et des procès politiques en série, où de nombreux militants antifranquistes risquent leur tête et les autres des centaines d'années de prison.

En essayant de porter la terreur franquiste hors des frontières espagnoles, la dictature franquiste ne vise qu'à rendre plus efficace la répression en Espagne même. Elle espère ainsi mettre un frein aux campagnes de solidarité internationale qui se développent pour sauver la vie des militants antifranquistes qui risquent la mort. Elle veut d'autre part persécuter aussi sauvagement l'opposition



intérieure, déjà réduite à l'exil, que l'opposition intérieure.

Ces attentats fascistes sont perpétrés en France quelques jours après que Poniatowski ait prétendu prendre des mesures pour interdire à la police franquiste de commettre des enlèvements et des attentats sur le territoire français contre les réfugiés politiques espagnols.

Poniatowski est-il seulement incapable d'assurer la sécurité des réfugiés politiques espagnols installés en France, ou bien est-il coupable de collusion avec la police d'un régime fasciste ? ■

TCHAD : La lutte continue

Le 13 avril 1975, le président Tombalbaye était tué par des militaires formés, armés et dirigés par la France. Deux mois auront suffi pour qualifier la politique de la junte au pouvoir : « le Tombalbayisme sans Tombalbaye ».

Le Tchad fait en effet partie de l'ex-empire colonial français d'Afrique Noire, dans lequel la présence française a su s'adapter à l'indépendance. Au Tchad, la création en 1960 du Frolinat et la lutte populaire armée qu'il dirige ont rapidement percé à jour le caractère fantôme du tombalbayisme. Les révoltes populaires locales spontanées de 1965 ont fait place en 1968 à une lutte organisée.

Le corps expéditionnaire français est intervenu en 1968 et 1969 directement pour réprimer les luttes populaires ; mais depuis 1972, les déclarations intempestives de Tombalbaye, les difficultés politiques, économiques et sociales dues à l'existence d'une révolution avaient amené les représentants officiels à jouer un double jeu. Officiellement, le soutien à Tombalbaye était resté intact mais, en sous-main, on cherchait une solution de rechange qui n'a rien modifié. C'est Gourvennec, officier français en chef des Services Spéciaux de Tombalbaye, commandant de la Garde Nationale, qui a tiré toutes les ficelles.

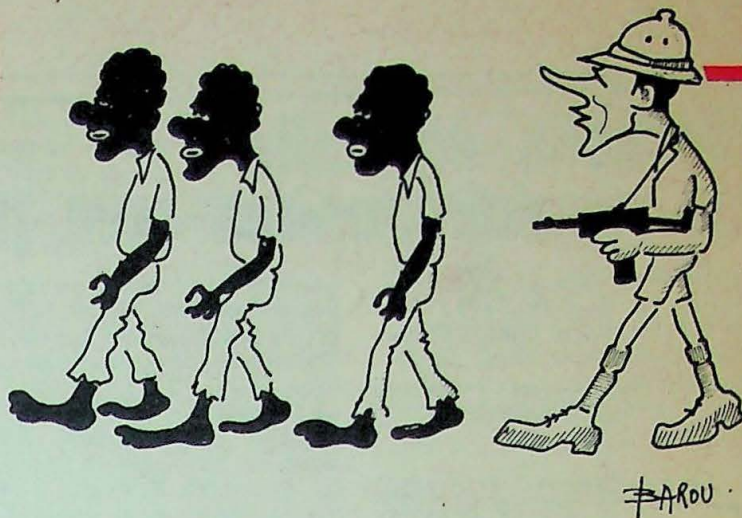
Au-delà de la phraséologie réconciliatrice, la junte n'a pas d'autre projet politique que celui de Tombalbaye : réduire par tous les moyens la volonté d'émancipation nationale et sociale du peuple tchadien. Pour cette raison, la lutte du Frolinat continue avec son double objectif :

- une indépendance véritable débarrassée de toute sujétion étrangère
- une transformation des structures pour la construction d'une société socialiste ■

Peur sur Djibouti

1. les barbelés de Bal-Bala

Le sang a coulé à Djibouti. Il coulera encore, puisque la France en a besoin. Six mille cinq cents soldats français, commandés par 47 colonels et 4 généraux, s'y emploient comme ils peuvent...



un reportage de Philippe MARIELIE

□ L'air est lourd, la chaleur presque insupportable. Un vent chaud — le « Kham-sin » — soulève le sable, noyant par moment la route. Nous faisons route en « Land-Rover » vers le barrage de barbelés électrifiés construit au lendemain des émeutes de 1967, pour isoler la ville de Djibouti du reste du territoire : un « mur de la honte » à la française, long de 14 kilomètres (1). Je suis accompagné de Wahib Issa et Ibrahim Harbi, deux membres du comité directeur de la Ligue populaire africaine pour l'Indépendance (LPAI) qui, avec les jeunes de l'Association pour le développement culturel (ADEC), ont facilité cette enquête.

De longues files d'hommes et d'animaux attendent, dès le petit jour, de pouvoir franchir le « check point » gardé par des légionnaires qui font tourner leurs matraques. En temps normal, une carte d'identité ou un passeport en règle, parfois même une « carte de circulation », suffisent officiellement à franchir le barrage. En pratique, les choses sont moins simples. Et depuis les affrontements de la fin mai, qui ont fait une vingtaine de morts dans le « Magala » (le quartier africain de Djibouti), nul ne peut franchir la ligne sans un laissez-passer spécial. Un gendarme auxiliaire filtre les entrées et maintient à distance un groupe de femmes qui hurlent pour demander le passage. L'interprète plaide, le fonctionnaire blanc rend une justice expéditive, ponctuant ses refus de « J'ai des ordres du Haut-Commissariat ».

la « cité de lumière »

Mes compagnons doivent expliquer le motif de leur demande : visite de membres de leur famille bloqués au-delà du mur. Ils obtiennent des papiers valables pour quelques heures. Lorsque je présente les miens, il m'est répondu avec un air excédé : « Mais il n'y en a pas besoin pour vous, Monsieur ». Mes camarades commentent : « S'il a l'air semblant de croire notre histoire de famille, c'est parce que nous sommes avec toi, un Blanc. Le cas général, c'est le refus : même pour ceux qui veulent rejoindre leurs enfants, ravitailler leurs familles, rapatrier un bien, vendre leurs bêtes à la boucherie. Même les zébus ont besoin de laissez-passer. On croit être encore dans le pays ; en fait,

avec ce barrage à deux kilomètres des portes de la ville, on est déjà à la frontière : le barrage d'un côté, la mer de l'autre... Nous sommes prisonniers ».

Nous passons donc, croisant des colonnes de camions de la légion et de la gendarmerie qui montent vers Djibouti, pour assurer la relève du dispositif de contrôle. Une odeur pestilentielle s'est mêlée à l'air brûlant : celle des bêtes crevées de faim et de soif dans la rocaïlle, faute

de baraques (les seules du coin) pour acheter des parts de mil ou de riz ; d'autres vont chercher l'eau au barrage, à 500 mètres de là.

des rafles dans la nuit

Entre deux et trois mille réfugiés vivent là, coupés de tout, éloignés de leurs familles. La plupart sont d'origine Issa, une tribu de culture Somali que le « gou-

rière de la Légion rôde comme un charognard, et un « F 100 » rugit soudain, coupant la chaleur épaisse de sa stridence.

J'ai été raconter ma visite au Haut-Commissariat, histoire d'avoir l'avis de « la France » sur cette question. Avec des prudences de chat, en me faisant promettre de ne rien dire, on m'a certifié... que j'étais en droit d'exiger un laissez-passer ; qu'au regard des 40 000 personnes habitantes de Djibouti jugées « en situation irrégulière » ou « présentant un danger particulier », les 6 à 700 expulsions de la semaine du 1er au 7 juin étaient peu de choses ; et qu'avoir appartenu au bataillon Somali n'autorisait pas à prétendre à la citoyenneté française.

les vases communicants

Pourtant, alors que les légionnaires et les 450 gendarmes envoyés en renfort à la fin du mois de mai ratissent les quartiers un à un, chaque nuit, et expulsent à Bal-Bala puis aux frontières des centaines d'habitants de Djibouti, les autorités françaises encouragent l'entrée sur le territoire de réfugiés de nationalité Afar, leur sultan Ali Mirah en tête. Pourquoi ces vases communicants ? Cette politique des races ? Ces rafles dans la nuit ? Cet état de siège permanent ? Cette application à réduire la vie politique du Territoire à de « sordides » règlements de comptes entre familles ou tribus ? Ces 6 500 militaires et gendarmes français ? Ces 4 500 prostituées recensées et payant patente ? Ces 47 colonels, ces 4 généraux français ? Et ces descentes à Bal-Bala, chaque nuit, pour « caresser la négraille », comme nous a dit sans plus de précautions un officier de gendarmerie. Il faut qu'il y ait de bien impérieuses raisons... ■



d'avoir pu atteindre la ville, les puits, l'ombre. Le paysage est lunaire : des mamelons de rocaïlles ; pas un arbuste. Sur un promontoire, dominant le barrage — avec au loin Djibouti la blanche — s'étend Bal Bala, la « cité de lumière », ainsi nommée parce qu'elle voisine avec un phare...

Ce n'est même pas un bidonville en bonne et due forme, comme l'est la plus grande partie du quartier africain de Djibouti : c'est un amas de débris non ajustés qui forment des apparences d'abris, se confondant souvent avec les pierres. Trois cadavres de zébus, qui « cuisent » là depuis quelques jours, souhaitent la bienvenue sur ce qu'il faut bien appeler la « place » du village. Les femmes et les enfants font la queue à la porte d'informes-

vernement » fabriqué par les autorités coloniales françaises ne passe pas pour favoriser. Un vieillard montre sa carte tricolore d'ancien combattant : il a fait la guerre 39-45 dans les rangs du fameux « Bataillon Somali » ; pourtant, il a été expulsé la nuit même de Djibouti, à la suite d'une rafle au quartier n° 7. Des collégiens, « raflés » eux aussi la veille, ne peuvent terminer l'année scolaire. D'autres sont tenus éloignés de leur petit commerce, ou de leur emploi. Des femmes demandent à être photographiées, pour témoigner de leur expulsion. On nous entraîne à l'arrière d'un tas de planches et de carton : un jeune garçon agonise. Une mère veut présenter ses deux gosses anémiés. Au dessus de cette misère, à hauteur respectable de ce scandale, un hélicop-

**le mercredi 18 juin, à 20 h 30
44, rue de Rennes, à Paris 6ème
une réunion d'information
pour alerter l'opinion française
avec Ibrahim HARBI et les animateurs du Comité
pour l'Indépendance de Djibouti.**

(1) Tribune Socialiste, le 10 janvier 1973, a été le premier journal à apporter la preuve que ce barrage avait occasionné de nombreuses morts. Gérard Borel écrit : « Deux boyaux de barbelés délimitant une bande de terrain minée et parsemée de tessons de bouteilles. L'ensemble a été perfectionné sur tout le parcours par l'érection d'un grillage électrifié. Les légionnaires, postés dans des miradors, surveillent le tout jour et nuit et ont la détente facile — on en a la preuve ». Depuis, rien n'a changé.